



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
29 juin 2015
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme

Rapport intérimaire sur la suite donnée aux communications émanant de particuliers, reçues et examinées entre juin 2014 et janvier 2015*

I. Introduction

1. À sa trente-neuvième session, le Comité des droits de l'homme a instauré une procédure et désigné un rapporteur spécial pour surveiller la suite donnée aux constatations qu'il adopte au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations a établi le présent rapport conformément au paragraphe 3 de l'article 101 du Règlement intérieur.

2. Le Comité a conclu qu'il y avait eu des violations du Pacte dans 922 des 1 088 constatations qu'il a adoptées depuis 1979.

3. À sa 109^e session, le Comité a décidé de faire figurer dans ses rapports sur le suivi des constatations une évaluation des réponses reçues des États parties et des mesures prises par ceux-ci. L'évaluation est faite selon les critères que le Comité applique pour la procédure de suivi des observations finales (voir annexe I).

4. Le présent rapport résume les renseignements communiqués par les États parties et par les auteurs des communications ou leurs conseils ou représentants entre juin 2014 et janvier 2015. Toutes les réponses qui ont été reçues des États parties jusqu'à la 113^e session, tenue du 16 mars au 2 avril 2015, concernant les communications pour lesquelles le Comité a conclu à une violation du Pacte figurent dans le tableau de l'annexe II.

5. Pendant la 113^e session, le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations a demandé à s'entretenir avec les représentants de la Bosnie-Herzégovine et de la France pour examiner la question de la mise en œuvre des constatations du Comité. Les deux rencontres ont été reportées à la 114^e session.

* Adopté par le Comité à sa 113^e session (16 mars-2 avril 2015).



II. Renseignements concernant les communications reçues et examinées entre juin 2014 et janvier 2015

Australie

Affaire	<i>Horvath</i> , 1885/2009
Constatations adoptées le	27 mars 2014
Violation	Art. 2 (par. 3) lu conjointement avec les articles 7, 9 (par. 1) et 17 du Pacte

Réparation : Assurer un recours utile à l'auteure, y compris sous la forme d'une indemnisation appropriée, et revoir la législation nationale en vue de la rendre conforme aux dispositions du Pacte.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Renseignements communiqués par : l'État partie

Date : 20 octobre 2014

Les autorités concernées de l'État du Victoria ont présenté des excuses à l'auteure et l'ont indemnisée. L'indemnisation a été calculée en fonction des dommages et intérêts accordés par les tribunaux nationaux, des sommes déjà versées à l'auteure, du temps écoulé et des circonstances de l'affaire.

La loi portant règlement de la police du Victoria a également été modifiée, de sorte qu'elle garantit désormais une indemnisation aux victimes de comportement délictueux de la part de policiers et oblige ceux-ci à répondre de leurs actes en cas d'abus d'autorité. La responsabilité personnelle des policiers est toujours engagée en cas de faute grave et délibérée. Si le policier en cause n'indemnise pas la victime, c'est l'État qui doit le faire.

Renseignements communiqués par : le conseil de l'auteure

Date : 12 décembre 2014

L'auteure est reconnaissante des excuses qui lui ont été faites par le responsable de la police du Victoria, ainsi que de l'indemnité *ex gratia* que l'État du Victoria lui a accordée à titre de réparation. Toutefois elle relève que le montant versé n'inclut pas ses frais d'avocat, que l'État du Victoria a refusé de payer.

Les nouvelles dispositions relatives à la police du Victoria ont été introduites avant l'adoption des constatations du Comité en la présente affaire. Il est donc trompeur de présenter ces mesures législatives comme un moyen de garantir le respect du Pacte.

On ne sait pas très bien quelle réparation est garantie aux victimes dans les cas où le défendeur a commis une faute grave et délibérée mais est insolvable et ne peut pas payer l'indemnité. Dans ce cas, l'État verserait une somme seulement dans certaines conditions.

De plus, l'État partie n'a pas non plus remédié aux lacunes que le Comité a relevées dans la procédure interne disciplinaire ouverte contre les policiers en cause.

En outre, l'État partie devrait revoir la législation applicable sur tout le territoire fédéral pour s'acquitter de son obligation de prévenir la répétition de violations analogues.

Enfin, on ne sait pas si les constatations ont été rendues publiques et diffusées comme requis.

Transmis à l'État partie le : 8 janvier 2015

Évaluation du Comité :

- a) Recours utile, y compris une indemnisation appropriée : A
- b) Révision de la législation : A
- c) Publication des constatations : aucun renseignement
- d) Garantie de non-répétition : A

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Autriche

Affaire *Lederbauer*, 1454/2006

Constatations adoptées le 13 juillet 2007

Violation Art. 14 (par. 1) du Pacte

Réparation : Un recours utile, y compris sous la forme d'une indemnisation.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi :
A/63/40

Renseignements communiqués par : l'État partie

Date : 19 décembre 2014

Les constatations du Comité ont été publiées sur le site Web de la Chancellerie fédérale d'Autriche, dans la version originale anglaise et en allemand. Elles ont également été diffusées auprès de toutes les autorités et institutions concernées. L'État partie a entrepris depuis le 1^{er} janvier 2014 une réorganisation en profondeur de son mécanisme de protection contre les décisions individuelles des autorités administratives, afin de respecter pleinement ses obligations au regard du droit international, en particulier en ce qui concerne le droit à un procès équitable, et notamment le droit d'être jugé dans un délai raisonnable. Un tribunal administratif fédéral, un tribunal financier fédéral et des tribunaux administratifs régionaux au niveau des Länder ont été instaurés pour connaître des recours interjetés contre des décisions des autorités administratives. Grâce au nouveau système, il est plus facile pour les particuliers de faire valoir leurs droits devant les tribunaux et la durée moyenne des procédures devrait être considérablement réduite, en particulier devant la Cour constitutionnelle et la Haute Cour administrative.

En outre, des mesures internes prises ces dernières années ont déjà permis à la Haute Cour administrative de réduire de façon notable le nombre d'affaires en souffrance et la durée moyenne des procédures.

Pour ce qui est des mesures individuelles, l'auteur s'est entretenu à plusieurs reprises avec de hauts représentants du Gouvernement autrichien au sujet de la réparation. Malheureusement, aucun accord amiable n'a pu être conclu car les prétentions excessives de l'auteur dépassent largement les indemnisations accordées par la Cour européenne des droits de l'homme dans des affaires similaires. L'auteur a également engagé une procédure devant le Procureur fédéral pour demander une indemnité de 100 000 euros. Il a été débouté et n'a pas fait

appel.

Outre le double degré de juridiction, la Constitution de l'Autriche prévoit pour toute personne qui estime avoir reçu un traitement injuste de la part de l'administration la possibilité de saisir le Bureau du médiateur.

Transmis à l'auteur le : 12 janvier 2015

Évaluation du Comité :

- a) Recours utile, y compris une indemnisation appropriée : B1
- b) Révision de la législation : A
- c) Publication des constatations : A
- d) Garantie de non-répétition : A

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert, dans l'attente des commentaires de l'auteur.

Azerbaïdjan

Affaire *Avadanov*, 1633/2007
Constatations adoptées le 25 octobre 2010
Violation Art. 7 lu conjointement avec l'article 2 (par. 3) du Pacte

Réparation : Assurer un recours utile à l'auteur, et notamment conduire une enquête impartiale sur la plainte qu'il a formulée au titre de l'article 7, engager des poursuites contre les responsables des actes en cause, et lui accorder une réparation appropriée.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi :
 A/69/40

Renseignements communiqués par : l'auteur

Date : 16 juin 2014 et 29 octobre 2014

Aucune suite n'a été donnée à l'affaire.

Transmis à l'État partie le : 21 octobre 2014 et 12 novembre 2014 respectivement.

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert. Un rappel sera adressé à l'État partie.

Bosnie-Herzégovine

Affaire *Prutina et consorts*, 1917/2009, 1918/2009, 1925/2009 et 1953/2010
Constatations adoptées le 28 mars 2013
Violation Art. 2 (par. 3) lu conjointement avec les articles 6, 7 et 9 du Pacte, à l'égard de tous les auteurs et de leurs proches disparus, et art. 24 (par. 1) du Pacte à l'égard d'Alma Čardaković et de Samir Čekić.

Réparation : Assurer un recours utile, notamment : a) poursuivre les démarches pour faire la lumière sur le sort des proches des auteurs ou découvrir où ils se trouvent, comme l'exige la loi de 2004 relative aux personnes disparues; b) traduire en justice les responsables de ces disparitions, et le faire avant la fin 2015 comme l'exige la Stratégie nationale sur les crimes de guerre; c) supprimer l'obligation faite aux proches de personnes disparues de déclarer le décès de celles-ci pour pouvoir bénéficier de prestations sociales ou d'une autre forme d'indemnisation; d) accorder une indemnisation appropriée.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi :
A/69/40

Renseignements communiqués par : les auteurs

Date : 21 juillet 2014

Les autorités de l'État partie n'ont pas encore mis en œuvre les mesures de réparation recommandées par le Comité.

Les auteurs se déclarent satisfaits de ce que M. Damjanović soit jugé pour sa participation aux crimes dont leurs proches ont été victimes. Ils indiquent cependant que l'État partie ne les a pas informés des mesures concrètes qui ont été prises depuis avril 2014 pour enquêter sur les faits, notamment en ce qui concerne l'affaire n° KT-RZ 55/06, qui a été confiée à un nouveau procureur. Les auteurs réaffirment leur crainte que l'État partie ne soit pas en mesure de traiter ces affaires pénales complexes avant la fin 2015.

Le 4 juillet 2014, Branko Vlačo a été condamné à quinze ans d'emprisonnement pour crimes contre l'humanité. Pour les auteurs, cette peine n'est pas assez sévère et ne punit pas la disparition forcée de leurs proches, pour laquelle personne n'a été condamné à ce jour.

Au sujet de la réforme législative, les auteurs soulignent que le projet de loi portant modification de la loi sur la protection sociale, la protection des victimes civiles et la protection des familles avec enfants a été approuvé par la Chambre des représentants du Parlement et doit maintenant être examiné par la Chambre des peuples. Le débat sur le projet de loi portant modification de la loi sur les droits des vétérans et des membres de leur famille a été retiré de l'ordre du jour et devrait être reprogrammé dans les prochains mois. Tant que les modifications des deux lois n'ont pas été adoptées de manière définitive, les auteurs considèrent que la recommandation du Comité n'a pas été mise en œuvre.

Les auteurs rappellent également qu'ils n'ont pas encore été indemnisés. L'État partie n'a pas précisé quelle était l'autorité compétente pour leur accorder une indemnisation. Les auteurs indiquent qu'une demande au titre de la loi sur les obligations n'aurait aucune chance d'aboutir, car la majorité des demandes de cette nature ont été rejetées au motif qu'il y avait prescription. Le Ministère des droits de l'homme et des réfugiés devrait mettre en place un dispositif efficace, autre que la procédure civile ordinaire, pour garantir que les auteurs des communications dont le Comité a établi que leurs droits avaient été violés puissent obtenir une indemnisation.

Les auteurs soulignent que l'article 27 de la loi sur les personnes disparues, qui prévoit que les personnes enregistrées comme disparues entre le 30 avril 1991 et le 14 février 1996 seront déclarées mortes trois ans après l'entrée en vigueur de la loi, est problématique du fait qu'elle oblige à déclarer un décès contre la volonté des proches, éventuellement, ce qui peut s'apparenter à une forme de mauvais traitement.

Transmis à l'État partie le : 27 octobre 2014

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Bosnie-Herzégovine

Affaire	<i>Al Gertani</i> , 1955/2010
Constatations adoptées le	1 ^{er} novembre 2013
Violation	Art. 9 (par. 1, 2 et 4) du Pacte et, si l'auteur était renvoyé en Iraq, art. 17 et 23

Réparation : Assurer un recours utile à l'auteur, y compris sous la forme d'une indemnisation suffisante. L'État partie devrait soit libérer l'auteur dans des conditions appropriées, soit lui donner la possibilité de contester tous les motifs de sa rétention. Il devrait également procéder à un réexamen complet des raisons qui fondent la décision d'expulser l'auteur vers l'Iraq ainsi que des effets que cette expulsion aurait sur son droit à la vie de famille, avant de chercher à le renvoyer dans son pays d'origine.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi : A/69/40

Renseignements communiqués par : l'État partie

Date : 18 juin, 3 juillet et 24 novembre 2014

L'État partie fait valoir que l'auteur a encore la possibilité de contester la décision de la chambre du contentieux administratif en date du 7 mars 2011, par laquelle son expulsion a été ordonnée. Pour ce faire, il devrait faire une demande de réexamen devant la chambre d'appel du contentieux administratif de la Cour.

L'État partie communique en outre des renseignements sur les liens de l'auteur avec le terrorisme international et conclut que l'intéressé continue de représenter une menace pour la sécurité nationale de la Bosnie-Herzégovine et que rien ne fait obstacle à son expulsion. La durée de la détention n'est imputable qu'à l'auteur lui-même, qui s'est employé à retarder le processus d'expulsion.

L'État partie rappelle que les autorités ont décidé le 8 mai 2014 d'assouplir la mesure de surveillance appliquée à l'auteur, lequel a ainsi bénéficié d'une liberté de déplacement limitée à Banovići, à la condition de se présenter au poste de police de cette ville tous les mercredis, samedis et dimanches, et de téléphoner à l'antenne du Service des étrangers à Tuzla chaque lundi, mardi, jeudi et vendredi. Cette décision a été confirmée le 2 juin 2014 par le Ministère de la sécurité, qui a rejeté pour défaut de fondement le recours présenté ce même jour par l'auteur. L'État partie considère par conséquent que toutes les mesures voulues ont été prises et que la réparation demandée par le Comité a été mise en œuvre.

Renseignements communiqués par : l'auteur

Date : 14 juillet 2014

L'État partie doit encore mettre en œuvre la recommandation du Comité. L'auteur a exercé tous les recours qui lui étaient ouverts, y compris la saisine de la Cour constitutionnelle, qui a rejeté l'appel formé contre la décision d'expulsion le 27 novembre 2010. Il serait donc vain de présenter un nouveau recours devant cette même juridiction.

Transmis à l'État partie le : 23 octobre 2014

Évaluation du Comité :

- a) Réparation effective, y compris indemnisation appropriée : C1
- b) Libération (ou possibilité de contester tous les motifs de la rétention) : A
- c) Réexamen complet des raisons fondant la décision d'expulsion vers l'Iraq ainsi que des effets de cette expulsion sur le droit à la vie de famille, avant toute tentative de renvoi dans le pays d'origine : C1
- d) Publication des constatations : A
- e) Garantie de non-répétition : C1

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Bosnie-Herzégovine

Affaire	<i>Rizvanović, 1997/2010</i>
Constatations adoptées le	21 mars 2014
Violation	Art. 2 (par. 3) lu conjointement avec les articles 6, 7 et 9 du Pacte à l'égard des auteures et de leur parent disparu, et art. 7 seul et lu conjointement avec l'article 2 (par. 3) à l'égard des auteures.

Réparation : Assurer un recours utile aux auteures, y compris sous la forme d'une indemnisation appropriée. L'État partie doit poursuivre les démarches pour faire la lumière sur le sort de Mensud Rizvanović ou découvrir où il se trouve, et pour traduire en justice les responsables de sa disparition, avant la fin 2015. Il doit aussi modifier la loi en vigueur qui oblige les proches de personnes disparues à déclarer le décès de celles-ci pour pouvoir bénéficier de prestations sociales ou d'une autre forme d'indemnisation.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Renseignements communiqués par : l'État partie

Date : 11 août 2014

L'État partie indique que 71 particuliers ont été informés par l'Institut des personnes disparues des mesures prises pour retrouver leurs parents disparus; 11 dossiers ont été classés, ce qui signifie que le disparu a été exhumé, identifié et, dans la plupart des cas, de nouveau inhumé.

L'État partie explique également ce qui a été fait pour mettre en place le Fonds d'aide aux familles de personnes disparues. Notamment, une proposition de modification de la loi sur les personnes disparues est toujours en lecture à la Chambre des peuples. En outre, une équipe spéciale a été formée par le Gouvernement de la Republika Srpska, afin d'accélérer la recherche des personnes disparues, en application de la loi sur les personnes disparues.

Les constatations du Comité ont été traduites et publiées sur la page Web du Ministère des droits de l'homme et des réfugiés. Elles ont également été diffusées auprès des autorités concernées dans tout le pays.

Renseignements communiqués par : le conseil des auteures

Date : 16 octobre 2014

Les auteures ne savent toujours pas ce qu'il est advenu de leur parent ni où il se trouve. Le Bureau du Procureur n'a pas ouvert de nouvelle procédure pénale et il est très peu probable que cela puisse être fait avant la fin 2015. Le Fonds d'aide aux familles de personnes disparues n'a pas encore été créé. De toute façon, il n'apporterait qu'une aide sociale aux familles et non une réparation appropriée. L'État partie n'a pas modifié la loi qui dispose que les proches de victimes de disparition forcée n'ont droit à réparation qu'après le prononcé d'une décision judiciaire en leur faveur.

L'État partie devrait établir un mécanisme similaire à celui qui existe pour l'application des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme ou, à défaut, conclure un accord ad hoc avec les auteures qui garantisse à celles-ci une indemnisation appropriée et équitable.

Renseignements communiqués par : l'État partie

Date : 4 décembre 2014

En juillet 2014, le Procureur spécialement chargé des crimes de guerre a ouvert la procédure n° T20 0 KTARZ 0009129 14 concernant le parent des auteures. En octobre 2014, il a ordonné à l'Agence nationale d'enquête et de protection de faire le nécessaire pour rassembler des preuves.

Des efforts sont faits pour accélérer la procédure pénale. Le recrutement de 13 nouveaux procureurs a été approuvé par le Ministère de la justice en juin 2014. Le Bureau du Procureur a également été doté de moyens supplémentaires.

L'Institut des personnes disparues a essayé de retrouver le parent des auteures, mais sans résultat. Les auteures seront informées de tout fait nouveau.

Transmis aux auteures le : 10 décembre 2014

Évaluation du Comité :

- a) Poursuite des démarches pour faire la lumière sur le sort du parent des auteures ou le retrouver : B1
- b) Poursuite des démarches pour traduire en justice les responsables de cette disparition, avant la fin 2015 : B1
- c) Suppression de l'obligation faite aux proches de personnes disparues de déclarer le décès de celles-ci pour pouvoir bénéficier de prestations sociales : B1
- d) Indemnisation appropriée : C1
- e) Publication des constatations : A
- f) Garantie de non-répétition : C1

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Cameroun

Affaire	<i>Afuson Njaru</i> , 1353/2005
Constatations adoptées le	19 mars 2007
Violation	Art. 7, 9 (par. 1 et 2) du Pacte et art. 19 (par. 2), lu conjointement avec le paragraphe 3 de l'article 2

Réparation : Assurer un recours utile à l'auteur, y compris sous la forme a) d'une action pénale en vue de poursuivre et condamner sans délai les responsables de l'arrestation de l'auteur et des mauvais traitements qu'il a subis; b) d'une protection contre les menaces ou les actes d'intimidation de la part de membres des forces de sécurité; et c) d'une réparation effective, y compris une indemnisation complète.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi :
A/69/40

Renseignements communiqués par : le conseil de l'auteur

Date : 28 novembre 2014

L'État partie ne s'est pas acquitté de son obligation de conduire sans délai une enquête efficace et de poursuivre et condamner promptement les responsables des violations commises, et il ne donne pas effet aux constatations du Comité. L'auteur affirme de nouveau qu'il a reçu des menaces et subi des actes d'intimidation qui n'ont jamais fait l'objet d'une enquête. L'État partie n'a pas fait le nécessaire pour empêcher que des violations analogues ne se reproduisent. L'indemnisation qu'il propose n'est pas proportionnée au préjudice subi. Enfin, l'auteur souligne que le montant de la réparation financière ne devrait pas être laissé à la discrétion de l'État partie.

Transmis à l'État partie le : 2 décembre 2014

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Cameroun

Affaire Akwanga, 1813/2008

Constatations adoptées le 22 mars 2011

Violation Art. 7, 9 (par. 2, 3 et 4), 10 (par. 1 et 2) et 14 du Pacte

Réparation : Assurer un recours utile à l'auteur, sous la forme d'un réexamen de sa condamnation assorti des garanties prévues par le Pacte, d'une investigation des faits allégués et de la poursuite des responsables, et d'une réparation appropriée, y compris une indemnisation.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi :
A/69/40

Renseignements communiqués par : le conseil de l'auteur

Date : 31 juillet 2014

L'État partie ne fait pas preuve de bonne foi dans la suite qu'il donne aux constatations du Comité. Il a répondu avec plus d'un an de retard, après l'expiration du délai prévu, à un courrier envoyé par le conseil au titre du suivi, ce qui témoigne de son absence de volonté de faire le nécessaire pour mettre en œuvre la recommandation du Comité. Il n'a pas non plus traité la demande d'indemnisation. L'obligation de réparation n'est pas subordonnée aux résultats de l'enquête, et une indemnisation appropriée doit être accordée rapidement et simultanément avec toutes les autres mesures. L'État partie n'a pas ouvert la procédure pénale voulue. En outre, il a exigé que l'auteur (qui se trouve sous le coup d'un mandat d'arrêt international) soit physiquement présent dans le pays, afin de l'arrêter, sans tenir compte du risque de harcèlement auquel il pourrait être exposé.

Transmis à l'État partie le : 14 octobre 2014

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Colombie

Affaire *Bonilla Lerma*, 1611/2007

Constatations adoptées le 26 juillet 2011

Violation Art. 14 (par. 1) du Pacte

Réparation : Un recours utile, y compris sous la forme d'une indemnisation appropriée

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi : A/68/40

Renseignements communiqués par : l'auteur

Date : 24 septembre 2014

L'auteur n'a toujours pas obtenu la réparation financière qu'il a demandée et ne peut pas quitter le Costa Rica (où il est réfugié) pour rentrer en Colombie car les menaces qui l'ont poussé à fuir son pays en 2005 avec sa famille n'ont pas cessé.

Renseignements communiqués par : l'État partie

Date : 5 décembre 2014

La Commission intersectorielle des droits de l'homme et du droit international humanitaire a pris note des arguments de l'auteur et informera le Comité lorsqu'une décision aura été prise.

Transmis à l'auteur le : 10 décembre 2014

Évaluation du Comité :

- a) Recours : C1
- b) Publication des constatations : aucun renseignement
- c) Garantie de non-répétition : C1

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Danemark

Affaire *X*, 2007/2010

Constatations adoptées le 26 mars 2014

Violation Art. 7 du Pacte

Réparation : Assurer un recours utile à l'auteur, y compris sous la forme d'un réexamen complet de sa plainte concernant le risque de traitement contraire à l'article 7 qu'il encourt en cas de renvoi en Érythrée.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Renseignements communiqués par : l'État partie

Date : 18 septembre 2014

Après réception des constatations du Comité, la Commission de recours des réfugiés a décidé de rouvrir le dossier afin de réexaminer la demande d'asile de l'auteur. Par une décision en date du 27 mai 2014, elle a accordé à l'auteur un permis de séjour au titre de l'article 7, paragraphe 2, de la loi sur les étrangers. Étant désormais au bénéfice d'un tel permis, l'auteur ne sera pas renvoyé en Érythrée.

Les constatations du Comité ont été publiées sur le site Web du Ministère des affaires étrangères.

Transmis à l'auteur le : 29 octobre 2014

Évaluation du Comité :

- a) Recours utile, y compris réexamen de la plainte : A
- b) Publication des constatations : A
- c) Garantie de non-répétition : aucun renseignement

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert, en attendant que l'auteur confirme l'obtention du permis de séjour. Un rappel lui sera envoyé.

France

Affaire *J. O.*, 1620/2007
Constatations adoptées le 23 mars 2011
Violation Art. 14 (par. 2 et 5) lu conjointement avec l'article 2 du Pacte

Réparation : Assurer un recours utile à l'auteur, y compris sous la forme d'un réexamen de sa condamnation et d'une indemnisation appropriée.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi :
 A/69/40

Renseignements communiqués par : l'auteur

Date : 16 juin 2014

L'État partie n'a pas encore accordé à l'auteur une réparation effective et exécutoire.

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

France

Affaire *Cochet*, 1760/2008
Constatations adoptées le 21 octobre 2011
Violation Art. 15 (par. 1) du Pacte

Réparation : Un recours utile, y compris sous la forme d'une indemnisation appropriée.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi :
A/69/40

Renseignements communiqués par : le conseil de l'auteur

Date : 30 juin 2014

Il semble que l'État partie n'ait pas l'intention de donner suite aux constatations du Comité. Le Gouvernement français pourrait très bien restituer à l'auteur les sommes que celui-ci a payées en application de la décision contestée.

Transmis à l'État partie le : 4 novembre 2014

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

France

Affaire *Singh*, 1928/2010

Constatations adoptées le 19 juillet 2013

Violation Art. 18 du Pacte

Réparation : Assurer un recours utile à l'auteur, y compris sous la forme d'un réexamen de sa demande de renouvellement de passeport, et de la révision du cadre normatif ainsi que de son application dans la pratique, à la lumière des obligations de l'État partie en vertu du Pacte.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi :
A/69/40

Renseignements communiqués par : l'État partie

Date : 3 juin 2014

L'État partie réaffirme qu'au vu des risques pour la sécurité et de la nécessité de lutter contre la fraude, il n'entend pas modifier son régime administratif interne, qui a été jugé conforme à la Convention européenne des droits de l'homme.

Transmis à l'État partie le : 13 juin 2014

Évaluation du Comité :

- a) Recours : C1
- b) Publication des constatations : C2
- c) Garantie de non-répétition : C2

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Kazakhstan

Affaire *Israil*, 2024/2011

Constatations adoptées le 31 octobre 2011

Violation Art. 9 (par. 1) lu conjointement avec l'article 2 [par. 3 a)] du Pacte, art. 6, et art. 7 seul et lu conjointement avec l'article 2

Réparation : Un recours utile, y compris sous la forme d'une indemnisation appropriée. L'État partie doit mettre en place des mesures effectives pour suivre la situation de l'auteur, en coopération avec l'État requérant, et donner régulièrement au Comité des renseignements actualisés sur cette situation.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Renseignements communiqués par : l'État partie

Date : 3 novembre 2014

D'après des renseignements transmis par l'ambassade du Kazakhstan en Chine, l'auteur a été libéré en mai 2014. De plus amples informations seront communiquées.

Transmis à l'auteur le : 11 novembre 2014

Évaluation du Comité :

- a) Indemnisation : C1
- b) Mesures effectives pour suivre la situation de l'auteur : B2
- c) Publication des constatations : aucun renseignement
- d) Garantie de non-répétition : aucun renseignement

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Kazakhstan

Affaire *Valetov, 2104/2011*

Constatations adoptées le 17 mars 2014

Violation Art. 7 du Pacte

Réparation : Un recours utile, y compris sous la forme d'une indemnisation appropriée et des mesures concrètes pour suivre la situation de l'auteur, en coopération avec l'État requérant.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Renseignements communiqués par : l'État partie

Date : 4 novembre 2014

Des représentants de l'ambassade du Kazakhstan au Kirghizistan ont rendu visite à l'auteur le 8 octobre 2014, au centre de détention de Bichkek, et se sont entretenus par téléphone avec son avocat. Le tribunal de la province de Tchouï, au Kirghizistan, a examiné l'affaire au pénal.

L'auteur est actuellement détenu dans la cellule n° 116 avec six autres prisonniers. Lors de la visite des représentants diplomatiques, il s'est déclaré satisfait de la nourriture, des installations et des soins médicaux.

Évaluation du Comité :

- a) Indemnisation : C1
- b) Mesures effectives pour suivre la situation de l'auteur : B2

c) Publication des constatations : aucun renseignement

d) Garantie de non-répétition : aucun renseignement

Renseignements communiqués par : le conseil de l'auteur

Date : 11 décembre 2014

La recommandation du Comité n'a pas été mise en œuvre. L'auteur n'a pas reçu d'indemnisation appropriée et n'a pas pu faire une demande en justice à cette fin puisqu'il est actuellement détenu dans l'attente de l'examen de son recours en appel.

L'auteur a également été empêché de déposer plainte auprès d'un représentant de l'ambassade du Kazakhstan au sujet de son extradition vers le Kirghizistan.

Transmis à l'État partie le : 18 décembre 2014

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Lituanie

Affaire *Paksas*, 2155/2012

Constatations adoptées le 25 mars 2014

Violation Art. 25 b) et c) du Pacte

Réparation : Assurer un recours utile à l'auteur, et notamment réexaminer l'interdiction à vie qui lui est faite de se présenter aux élections présidentielles et d'être premier ministre ou ministre.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Renseignements communiqués par : l'État partie

Date : 7 octobre 2014

Les constatations du Comité ont été publiées sur le site Web officiel du représentant du Gouvernement lituanien auprès de la Cour européenne des droits de l'homme.

Le 13 mai 2014, le Parlement lituanien a créé une commission ad hoc sur le rétablissement des droits civils et politiques du Président Rolandas Paksas. Le 24 septembre 2014, cette commission a rendu ses conclusions et formulé de nombreuses propositions, notamment à l'effet de réviser la Constitution et la procédure de destitution. Une réforme constitutionnelle pourrait être entreprise dans un proche avenir, qui assurerait un recours utile à l'auteur, et notamment le réexamen de l'interdiction à vie qui lui est faite de se présenter aux élections présidentielles et d'être premier ministre ou ministre, et garantirait que des violations analogues ne se reproduisent pas.

Au vu des recommandations faites par un groupe de travail chargé de donner effet à l'arrêt du 6 janvier 2011 de la Cour européenne des droits de l'homme en l'affaire *Paksas c. Lituanie*, ainsi que des recommandations de la Cour constitutionnelle, qui a ordonné le 5 septembre 2012 une mise en conformité de la Constitution avec le droit européen, les réformes voulues ont été introduites sous la forme d'un projet de loi portant modification de l'article 56 de la Constitution (relatif aux conditions requises pour être candidat au Parlement). Ce texte est encore en lecture. Il est donc probable qu'une version révisée de ces modifications

constitutionnelles, qui tiendra compte également des constatations du Comité, pourra être soumise prochainement au Parlement.

Évaluation du Comité :

- a) Réexamen de l'interdiction à vie faite à l'auteur de se présenter aux élections présidentielles et d'être premier ministre ou ministre : B2
- b) Publication des constatations : A
- c) Garantie de non-répétition : B2

Transmis à l'auteur le : 23 octobre 2014

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Népal

Affaire	<i>Sharma</i> , 1469/2006; <i>Giri</i> , 1761/2008; <i>Maharjan</i> , 1863/2009; <i>Sedhai</i> , 1865/2009
Constatations adoptées le	<i>Sharma</i> : 28 octobre 2008; <i>Giri</i> : 24 mars 2011; <i>Maharjan</i> : 19 juillet 2012; <i>Sedhai</i> : 19 juillet 2012
Violation	<p><i>Sharma</i> : art. 7, 9 et 10 du Pacte, seuls et lus conjointement avec l'article 2 (par. 3) à l'égard du mari de l'auteure, et art. 7, seul et lu conjointement avec l'article 2 (par. 3) à l'égard de l'auteure elle-même.</p> <p><i>Giri</i> : art. 7, 9 et 10 (par. 1) du Pacte lus conjointement avec l'article 2 (par. 3) à l'égard de l'auteur, et art. 7 lu conjointement avec l'article 2 (par. 3) à l'égard de l'épouse de l'auteur et de leurs deux enfants.</p> <p><i>Maharjan</i> : art. 7, 9 et 10 (par. 1) du Pacte, seuls et lus conjointement avec l'article 2 (par. 3) à l'égard de l'auteur, et art. 7, lu conjointement avec l'article 2 (par. 3) à l'égard de l'épouse et des parents de l'auteur.</p> <p><i>Sedhai</i> : art. 2 (par. 3) lu conjointement avec les articles 6 (par. 1), 7, 9, et 10 (par. 1) du Pacte à l'égard du mari de l'auteure, et art. 2 (par. 3) lu conjointement avec l'article 7 à l'égard de l'auteure et de leurs deux enfants.</p>

Réparation :

Sharma

Assurer un recours utile, et notamment conduire une enquête diligente et approfondie sur la disparition et le sort du mari de l'auteure, libérer immédiatement celui-ci s'il est toujours en vie, informer suffisamment la famille des résultats de l'enquête et verser à l'auteure et sa famille une indemnisation adéquate pour les violations subies par le mari de l'auteure et par les membres de la famille.

Giri

Assurer un recours utile à l'auteur, et notamment conduire une enquête diligente et approfondie sur les actes de torture et les mauvais traitements qui lui ont été infligés, veiller à ce que les responsables de ces actes soient poursuivis et punis, et verser à l'auteur et sa famille une indemnisation adéquate pour les violations subies. L'État partie doit également garantir que l'auteur et sa famille soient protégés contre tous actes de représailles ou d'intimidation.

Maharjan

Assurer un recours utile à l'auteur, et notamment : a) conduire une enquête diligente et approfondie sur les actes de torture et les mauvais traitements qui lui ont été infligés; b) veiller à ce que les responsables de ces actes soient poursuivis et punis; c) verser à l'auteur et sa famille une indemnisation adéquate pour toutes les violations subies; d) modifier la législation pour la mettre en conformité avec le Pacte, notamment en prolongeant le délai imparti pour présenter des réclamations en vertu de la loi relative à l'indemnisation en cas de torture, qui est actuellement de trente-cinq jours à compter des faits ou de la date de remise en liberté; e) adopter une loi qui définisse la torture et l'érige en infraction pénale; f) abroger toutes les lois qui accordent l'impunité aux auteurs présumés d'actes de torture et de disparitions forcées. L'État partie doit également garantir que l'auteur et sa famille soient protégés contre tous actes de représailles ou d'intimidation.

Sedhai

Assurer un recours utile à l'auteure, et notamment a) conduire une enquête diligente et approfondie sur la disparition de M. Sedhai; b) donner à l'auteur et sa famille des renseignements détaillés sur les résultats de l'enquête; c) libérer immédiatement M. Sedhai s'il est toujours détenu au secret; d) si M. Sedhai est décédé, restituer sa dépouille à sa famille; e) poursuivre, juger et punir les responsables des violations commises; f) verser une indemnisation adéquate à l'auteure et à ses enfants pour les violations subies, et à M. Sedhai s'il est toujours en vie.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi :
A/68/40 et A/69/40

Renseignements communiqués par : le conseil des auteurs

Date : 10 juillet 2014

Le conseil indique que la situation au Népal est devenue considérablement plus difficile pour la mise en œuvre des constatations du Comité, en raison de l'adoption en avril 2014 de la loi portant création de la Commission d'enquête sur les personnes disparues et de la Commission pour la vérité et la réconciliation (2014).

Cette loi vise toutes les « violations graves des droits de l'homme » commises pendant le conflit armé et en confie l'examen, séparément ou conjointement, aux deux mécanismes de justice de transition établis à cette fin, la Commission d'enquête sur les personnes disparues et la Commission pour la vérité et la réconciliation. Un certain nombre d'éléments clefs de la loi sont incompatibles avec les normes de protection des droits de l'homme. En particulier, la loi : a) accorde aux autorités un vaste pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne la conduite des enquêtes pénales et la poursuite des responsables présumés, ainsi que pour recommander des mesures d'amnistie en faveur d'auteurs de violations flagrantes des droits de l'homme et de graves violations du droit international humanitaire, et pour faciliter la « réconciliation » entre les victimes et leurs

agresseurs; b) ne garantit pas l'indépendance et l'impartialité des membres des commissions; c) ne reconnaît pas aux victimes et à leurs proches le droit à un recours utile et notamment à une réparation.

Telle qu'elle est actuellement en vigueur, la loi constitue une entrave à la mise en œuvre des constatations du Comité dans les présentes affaires et porte atteinte aux droits qui sont reconnus aux auteurs par le Pacte.

Sharma, Giri et Maharjan

Le conseil demande au Comité de prier l'État partie de mener sans délai une enquête pénale sur les violations constatées et de modifier la loi de sorte que les responsables des crimes commis puissent être traduits en justice, et le soient effectivement.

Maharjan

En avril 2014, M. Maharjan a reçu la somme de 150 000 roupies népalaises (environ 1 500 dollars É.-U.) comme « indemnisation provisoire », en sus de la somme de 25 000 roupies népalaises (environ 250 dollars É.-U.) qu'il avait touchée précédemment au titre de la politique générale d'« indemnisation provisoire » applicable à toutes les victimes d'« enlèvement » commis pendant le conflit. Ce versement est un premier pas bienvenu, mais ne constitue en aucun cas une indemnisation appropriée pour les préjudices que l'auteur et ses proches ont subis, notamment les séquelles physiques et psychologiques dont souffre l'auteur en conséquence de la torture, sa détention arbitraire pendant plus d'un an dont dix mois en placement au secret, en plus de la souffrance et de la douleur endurées par ses proches à cause de sa disparition et des actes de torture qu'il a subis, la perte totale de la somme d'environ de 500 000 roupies népalaises (environ 5 000 dollars É.-U.) investie dans sa ferme, et la perte continue de ses moyens de subsistance en tant qu'enseignant.

Transmis à l'État partie le : Maharjan et Sedhai : 21 octobre 2014; Sharma et Giri : 22 octobre 2014.

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert dans les quatre affaires.

Fédération de Russie

Affaire	<i>Khoroshenko</i> , 1304/2004
Constatations adoptées le	29 mars 2011
Violation	Art. 6 lu conjointement avec l'article 14, art. 7, 9 (par. 1 à 4) et 14 (par. 1 et 3 a), b), d) et g) du Pacte.

Réparation : Assurer un recours utile à l'auteur, et notamment : a) mener une enquête approfondie et exhaustive sur ses griefs de torture et de mauvais traitements, engager des poursuites pénales contre les responsables des actes subis par l'auteur; b) le juger de nouveau avec toutes les garanties prévues par le Pacte; c) lui accorder une réparation appropriée, notamment une indemnisation.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi :
A/69/40

Renseignements communiqués par : l'auteur

Date : 22 juillet 2014

Aucune disposition n'a été prise pour assurer un recours utile à l'auteur.

Transmis à l'État partie le : 29 octobre 2014

Décision du Comité : Un rappel a été envoyé à l'État partie pour lui demander ses observations. Le dialogue reste ouvert.

Espagne

Affaire *Aarrass*, 2008/2010

Constatations adoptées le 21 juillet 2014

Violation Art. 7 du Pacte

Réparation : Assurer à l'auteur un recours utile, et notamment a) lui accorder une indemnisation adéquate, compte tenu des tortures et des mauvais traitements qu'il a subis suite à son extradition au Maroc; b) prendre toutes les mesures possibles de coopération avec les autorités marocaines pour assurer une surveillance effective de la manière dont il est traité au Maroc.

Aucun renseignement reçu précédemment dans le cadre de la procédure de suivi

Renseignements communiqués par : le conseil de l'auteur

Date : 19 septembre 2014

Le conseil de l'auteur a envoyé deux articles parus dans la presse marocaine qui réfutent les allégations de torture d'Ali Aarrass. Il s'est dit inquiet pour la sécurité de l'auteur.

Transmis à l'État partie le : 3 novembre 2014

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Uruguay

Affaire *Peirano Basso*, 1887/2009

Constatations adoptées le 19 octobre 2010

Violation Art. 14 [par. 3 c)] du Pacte.

Réparation : Assurer un recours utile. L'État partie devrait également faire le nécessaire pour que l'auteur soit jugé au plus vite.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi : A/69/40

Renseignements communiqués par : l'auteur

Date : 24 juillet 2014

Par une décision du 20 mai 2014, la Cour suprême a suspendu le permis d'exercer le droit, ce qui, pour l'auteur, est contraire au principe de la présomption d'innocence et témoigne d'un parti pris à son égard.

Transmis à l'État partie le : 27 octobre 2014

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Ouzbékistan

Affaire	<i>Ismailov</i> , 1769/2008
Constatations adoptées le	25 mars 2011
Violation	Art. 9 (par 2. et 3) et 14 [par. 3 b), d), e) et g)] du Pacte

Réparation : Assurer un recours utile; l'État partie doit notamment envisager un nouveau procès avec toutes les garanties prévues par le Pacte, ou une libération, ainsi qu'une réparation appropriée, notamment sous la forme d'une indemnisation.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi :
A/69/40

Renseignements communiqués par : le conseil de l'auteur

Date : 14 juin 2014 et 4 novembre 2014

Aucune disposition n'a été prise pour assurer un recours utile à la victime. L'État partie empêche le mari de l'auteure d'exercer le droit de demander la grâce.

Dans ses observations, l'État partie ne donne aucun élément de preuve solide qui démontre la culpabilité de la victime.

Renseignements communiqués par : l'État partie

Date : 22 mai, 27 août et 3 décembre 2014.

Le mari de l'auteure a été reconnu coupable de plusieurs infractions. La Cour suprême n'a trouvé aucun motif qui justifie une révision de la décision du tribunal militaire.

Le mari de l'auteure a enfreint de nombreuses fois le règlement de la prison. Il bénéficie d'une assistance médicale et son état est actuellement satisfaisant. Il n'a jamais subi de pressions physiques ou psychologiques et il n'a pas porté plainte auprès de l'administration pénitentiaire.

Transmis à l'auteure le : 23 et 29 octobre, et 10 décembre 2014

Évaluation du Comité :

- a) Nouveau jugement ou libération : C1
- b) Indemnisation appropriée : C1
- c) Publication des constatations : aucun renseignement
- d) Garantie de non-répétition : C1

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Ouzbékistan

Affaire	<i>Musaev</i> , 1914-1915-1916/2009
Constatations adoptées le	21 mars 2012
Violation	Art. 7, 9 et 14 (par. 3 b), 3 g) et 5) du Pacte

Réparation : Assurer un recours utile, notamment mener une enquête impartiale, diligente et approfondie sur les allégations de torture et de mauvais traitements, engager des poursuites pénales contre les responsables, juger de nouveau le fils de l'auteur avec toutes les garanties prévues dans le Pacte ou le remettre en liberté et lui accorder une réparation complète, y compris une indemnisation appropriée.

Renseignements reçus précédemment dans le cadre de la procédure de suivi :
A/69/40

Renseignements communiqués par : l'État partie

Date : 26 juin et 3 décembre 2014

La victime a toujours bénéficié d'une assistance médicale appropriée en détention. Son état de santé est actuellement satisfaisant, et il n'a pas été maltraité pendant sa détention. Entre 2012 et 2014, il a été autorisé à voir ses proches. Aucune demande aux fins de voir un avocat n'a été présentée.

Transmis à l'auteur le : 21 octobre et 10 décembre 2014 respectivement.

Évaluation du Comité :

- a) Conduite d'une enquête : C1
- b) Nouveau procès ou libération, et réparation complète : C2
- c) Publication des constatations : aucun renseignement
- d) Garantie de non-répétition : C1

Décision du Comité : Le dialogue reste ouvert.

Annexe I

Critères appliqués par le Comité des droits de l'homme

Critères appliqués pour évaluer la suite donnée aux constatations

Réponse/mesure satisfaisante

A Réponse satisfaisante dans l'ensemble.

Réponse/mesure partiellement satisfaisante

B1 Des mesures concrètes ont été prises, mais des renseignements supplémentaires sont nécessaires.

B2 Des mesures initiales ont été prises, mais des renseignements supplémentaires sont nécessaires.

Réponse/mesure non satisfaisante

C1 Une réponse a été reçue, mais les mesures prises ne permettent pas de mettre en œuvre la recommandation.

C2 Une réponse a été reçue, mais elle est sans rapport avec la recommandation.

Défaut de coopération avec le Comité

D1 Aucune réponse n'a été reçue dans les délais, ou aucune réponse à une question précise posée dans le rapport n'a été reçue.

D2 Aucune réponse n'a été reçue après un ou plusieurs rappels.

Les mesures prises vont à l'encontre des recommandations du Comité

E La réponse indique que les mesures prises vont à l'encontre des recommandations du Comité.

Annex II

Follow-up activities under the Optional Protocol*

1. The table below provides a complete picture of the follow-up information provided in the replies of States parties to the Views of the Committee in which it concluded that there had been a violation of the Covenant, which were received prior to the 113th session of the Committee (16 March–2 April 2015). It indicates whether the follow-up replies are considered satisfactory or unsatisfactory in terms of their compliance with the Committee's Views, or whether the dialogue between the State party and the Special Rapporteur for follow-up on Views continues.

2. At its 109th session, the Committee decided, in an effort to have its assessment of follow-up to Views disclosed in a more comprehensive, structured and transparent manner, to include an indication of its current assessment of the follow-up status in cases in which submissions were received from the parties during the reporting period. Decisions to have the follow-up dialogue closed or suspended are also indicated in the table below.

3. Follow-up information provided by States parties and by petitioners or their representatives subsequent to the previous interim report on follow-up to Views (CCPR/C/112/3) is published in the present report. Reports on follow-up to Views are no longer part of the Committee's annual reports, but will be prepared periodically by the Special Rapporteur for follow-up on Views, adopted by the Committee during its October and March sessions and published on the website of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights

* The present annex is being circulated in the language of submission only.

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	
		No response	Follow-up dialogue ongoing
Algeria (38)	992/2001, <i>Bousroual</i> A/61/40	X	X
	1085/2002, <i>Taright</i> A/61/40	X	X
	1172/2003, <i>Madani</i> A/62/40	X	X
	1173/2003, <i>Benhadj</i> A/62/40	X	X
	1196/2003, <i>Boucherf</i> A/61/40	X A/64/40	X
	1297/2004, <i>Medjnoune</i> A/61/40	X A/67/40	X
	1327/2004, <i>Grioua</i> A/62/40	X	X
	1328/2004, <i>Kimouche</i> A/62/40	X	X
	1439/2005, <i>Aber</i> A/62/40	X	X
	1495/2006, <i>Madoui</i> A/64/40	X	X
	1588/2007, <i>Benaziza</i> A/65/40	X	X
	1753/2008, <i>Rakik</i> A/68/40	X	X
	1779/2008, <i>Mezine</i> A/68/40	X	X
1780/2008, <i>Aouabdia et al.</i> A/66/40	X A/68/40	X A/68/40	
1781/2008, <i>Berzig</i> A/67/40		X	

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	
		<i>No response</i>	<i>Follow-up dialogue ongoing</i>
	1791/2008, <i>Sahbi</i> A/68/40		X
	1796/2008, <i>Zerrougui</i> A/69/40	Not due yet	X
	1798/2008, <i>Azouz</i> A/69/40	Not due yet	X
	1806/2008, <i>Saadoun</i> A/68/40		X
	1807/2008, <i>Mechani</i> A/68/40		X
	1811/2008, <i>Djebbar and Chihoub</i> A/67/40		X
	1831/2008, <i>Larbi</i> A/69/40	Not due yet	X
	1874/2009, <i>Mihoubi</i> A/69/40	Not due yet	X
	1884/2009, <i>Faraoun</i> A/69/40		X
	1889/2009, <i>Marouf</i> A/69/40		X
	1899/2009, <i>Lakhdar-Chaouch</i> A/69/40		X
	1900/2009, <i>Mehalli</i> A/69/40		X
	1905/2009, <i>Ouaghlissi</i> A/67/40		X
	CCPR/C/111/D/1924/2010, <i>Boudehane</i>		
	CCPR/C/111/D/1931/2010, <i>Bouzenia</i>		
	CCPR/C/111/D/1964/2010, <i>Fedsi</i>		
	CCPR/C/111/D/1974/2010, <i>Bouzaout</i>		

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	<i>No response</i>	<i>Follow-up dialogue ongoing</i>
	CCPR/C/112/D/2026/2011, <i>Sassene</i>			
	CCPR/C/112/D/2083/2011, <i>Kroumi</i>			
	CCPR/C/112/D/2086/2011, <i>Ayache</i>			
	CCPR/C/112/D/2098/2011, <i>Ammari</i>			
	CCPR/C/112/D/2117/2011, <i>Louddi</i>			
	CCPR/C/112/D/2132/2012, <i>Kerouane</i>			
Angola (2)	711/1996, <i>Dias</i> A/55/40	X A/61/40		X
	1128/2002, <i>Marques</i> A/60/40	X A/61/40		X
Argentina (4)	400/1990, <i>Mónaco de Gallichio</i> A/50/40	X A/51/40		X
	1458/2006, <i>González et al.</i> A/66/40			X
	1608/2007, <i>L.M.R.</i> A/66/40			X
	1610/2007, <i>L.N.P.</i> A/66/40	X A/68/40		
	Follow-up dialogue was closed with a note of satisfactory implementation of the recommendation (A/69/40).			
Australia (32)	560/1993, <i>A.</i> A/52/40	X A/53/40, A/55/40, A/56/40		X
	900/1999, <i>C.</i> A/58/40	X A/58/40, CCPR/C/80/FU/1, A/60/40, A/62/40		X
	930/2000, <i>Winata et al.</i> A/56/40	X CCPR/C/80/FU/1, A/57/40, A/60/40		X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	No response	Follow-up dialogue ongoing
		A/62/40 and A/63/40		
	941/2000, <i>Young</i> A/58/40	X A/58/40, A/60/40, A/62/40 and A/63/40		X
	1014/2001, <i>Baban et al.</i> A/58/40	X A/60/40, A/62/40		X
	1020/2001, <i>Cabal and Pasini</i> A/58/40	X A/58/40, CCPR/C/80/FU/1		
	1036/2001, <i>Faure</i> A/61/40	X A/61/40		X
	1050/2002, <i>Rafie and Safdel</i> A/61/40	X A/62/40 and A/63/40		X
	1069/2002, <i>Bakhitiyari</i> A/59/40	X A/60/40, A/62/40		X
	1157/2003, <i>Coleman</i> A/61/40	X A/62/40		X
	1184/2003, <i>Brough</i> A/61/40	X A/62/40		X
	1255, 1256, 1259, 1260, 1266, 1268, 1270 and 1288/2004, <i>Shams, Atvan, Shahrooei, Saadat, Ramezani, Boostani, Behrooz and Sefed</i> A/62/40	X A/63/40		X
	1324/2004, <i>Shafiq</i> A/62/40	X A/62/40 and A/63/40		X
	1347/2005, <i>Dudko</i> A/62/40	X A/63/40, A/64/40		X
	1442/2005, <i>Kwok</i> A/65/40	X A/67/40		
	Follow-up dialogue was closed with a note of satisfactory implementation of the recommendation			

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	<i>No response</i>	<i>Follow-up dialogue ongoing</i>
	(see A/67/40, chap. VI).			
	1629/2007, <i>Fardon</i> A/65/40	X A/66/40, A/67/40		A/68/40
	Follow-up dialogue was closed with a note of unsatisfactory implementation of the recommendation (A/69/40).			
	1557/2007, <i>Nystrom et al.</i> A/66/40			
	Follow-up dialogue was closed with a note of unsatisfactory implementation of the recommendation (A/68/40).			
	1635/2007, <i>Tillman</i> A/65/40	X A/66/40, A/67/40		A/68/40
	Follow-up dialogue was closed with a note of unsatisfactory implementation of the recommendation (A/69/40).			
	1885/2009, <i>Horvath</i> A/69/40			X
	CCPR/C/112/D/1968/2010, <i>Blessington and Elliot</i>			X
	CCPR/C/112/D/1973/2010, <i>Griffiths</i>			X
	2094/2011, <i>Abdul Gafoor, Faleel Khan et al.</i> A/69/40			X
	2136/2012, <i>Mofis, Mohammad Mufis et al.</i> A/69/40			
	CCPR/C/113/D/1875/2009, <i>M.G.C.</i> CCPR/C/113/D/1937/2010, <i>Leghaei</i>			X X
Austria (4)	415/1990, <i>Pauger</i> A/57/40	X A/47/40, A/52/40, A/66/40		

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	<i>Follow-up dialogue</i>	
			<i>No response</i>	<i>ongoing</i>
	716/1996, <i>Pauger</i> A/54/40	X A/54/40, A/55/40, A/57/40, A/66/40, CCPR/C/80/FU/1		
	965/2001, <i>Karakurt</i> A/57/40	X A/58/40, CCPR/C/80/FU/1, A/61/40		X
	1454/2006, <i>Lederbauer</i> A/62/40	X A/63/40		X
Azerbaijan (2)	1633/2007, <i>Avadanov</i> A/66/40		X	X A/68/40
	CCPR/C/112/D/1972/2010, <i>Quliyev</i>			
Belarus (72)	780/1997, <i>Laptsevich</i> A/55/40		X A/56/40, A/57/40	X
	814/1998, <i>Pastukhov</i> A/58/40		X A/59/40	X
	886/1999, <i>Bondarenko</i> A/58/40 Case closed (ninety-second session)	X A/59/40, A/62/40 and A/63/40		
	887/1999, <i>Lyashkevich</i> A/58/40 Case closed (ninety-second session)	X A/59/40, A/62/40 and A/63/40		
	921/2000, <i>Dergachev</i> A/57/40		X	X
	927/2000, <i>Svetik</i> A/59/40	X A/60/40, A/61/40 and A/62/40	X	X A/62/40
	1009/2001, <i>Shchetko</i> A/61/40		X	X
	1022/2001, <i>Velichkin</i> A/61/40		X A/61/40	X

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	
		<i>No response</i>	<i>Follow-up dialogue ongoing</i>
	1039/2001, <i>Boris et al.</i> A/62/40	X	X
	1047/2002, <i>Sinitsin, Leonid</i> A/62/40		X
	1100/2002, <i>Bandazhewsky</i> A/61/40	X	X
	1178/2003, <i>Smantser</i> A/64/40	X	X
	1207/2003, <i>Malakhovsky</i> A/60/40	X	X
	1226/2003, <i>Korneenko</i> A/68/40		X A/68/40
	1274/2004, <i>Korneenko</i> A/62/40	X	X A/62/40
	1296/2004, <i>Belyatsky</i> A/62/40	X	X
	1311/2004, <i>Osiyuk</i> A/64/40		X
	1316/2004, <i>Gryb</i> A/67/40		X A/68/40
	1354/2005, <i>Sudalenko</i> A/66/40	X	X
	1377/2005, <i>Katsora</i> A/65/40	X	X
	1383/2005, <i>Katsora et al.</i> A/66/40	X	X
	1390/2005, <i>Koreba</i> A/66/40		X
	1392/2005, <i>Lukyanchik</i> A/65/40	X	X
	1502/2006, <i>Marinich</i>	X	

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	<i>Follow-up dialogue</i>	
			<i>No response</i>	<i>ongoing</i>
	A/65/40	A/66/40		
	1553/2007, <i>Korneenko and Milinkevich</i> A/64/40	X A/65/40		X
	1592/2007, <i>Pichugina</i> A/69/40		X	X
	1604/2007, <i>Zalesskaya</i> A/66/40		X	X
	1750/2008, <i>Sudalenko</i> A/67/40		X	X
	1772/2008, <i>Belyazeka</i> A/67/40		X	X X
	CCPR/C/112/D/1773/2008, <i>Kozulina</i>		X	A/68/40
	1784/2008, <i>Schumilin</i> A/68/40		X	
	1785/2008, <i>Oleshkevish</i> A/68/40		X	X
	1787/2008, <i>Kovsh (Abramova)</i> A/68/40		X	X
	1790/2008, <i>Govsha et al.</i> A/68/40		X	X A/68/40
	1820/2008, <i>Krassovskaya</i> A/67/40	X		A/68/40
	1808/2008, <i>Kovalenko</i> A/69/40		X	X
	1830/2008, <i>Pivonos</i> A/68/40		X	X A/68/40
	1835-1837/2008, <i>Yasinovich</i> A/68/40		X	X X
	1836/2008, <i>Katsora</i> A/68/40		X	A/68/40

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>		<i>Follow-up dialogue ongoing</i>
		<i>No response</i>		
	1838/2008, <i>Tulzhenkova</i> A/67/40	X		XX X
	1839/2008, <i>Komarovsky</i> A/69/40	X X		
	1851/2008, <i>Sekerko</i> A/69/40	X		X X
	1864/2009, <i>Kirsanov</i> A/69/40	X		
	1867/2009, 1936, 1975, 1977-1891/2010, 2010/2010, <i>Levinov</i> A/68/40	X		A/68/40
	1903/2009, <i>Youbko</i> A/69/40			
	CCPR/C/112/D/1906/2010, <i>Yuzepchuk</i>			X
	1910/2009, <i>Zhuk</i> A/69/40			X
	1919-1920/2009, <i>Protsko & Tolchin</i> A/69/40	X X		X
	CCPR/C/112/D/1929/2010, <i>Lozenko</i>			X
	CCPR/C/112/D/1933/2010, <i>Aleksandrov</i>	X		
	CCPR/C/111/D/1934/2010, <i>Bazarov</i>	X		
	1948/2010, <i>Turchenyak</i> A/69/40	X X		X X
	CCPR/C/112/D/1952/2010, <i>Symonik</i>	X		X
	CCPR/C/111/D/1976/2010, <i>Kuznetsov et al.</i>	X		X
	CCPR/C/111/D/1985/2010, <i>Koktish</i>	X		X
	CCPR/C/111/D/1986/2010, <i>Kozlov</i>	X		X
	CCPR/C/112/D/1987/2010, <i>Stambrovsky</i>			X
	CCPR/C/111/D/1991/2010, <i>Volchek</i>			X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	No response	Follow-up dialogue ongoing
	CCPR/C/111/D/1993/2010, <i>Mikhailovskaya and Volchek</i>			X
	CCPR/C/112/D/1999/2010, <i>Evrezov, Nepomnyaschikh, Polyakov, and Rybchenko</i>			X
	CCPR/C/112/D/2029/2011, <i>Praded</i>			X
	CCPR/C/111/D/2030/2010, <i>Poliakov</i>			X
	2065/2011, <i>Kvasha</i> A/68/40			
	CCPR/C/111/D/2103/2010, <i>Poliakyov</i>			X
	CCPR/C/112/D/2114/2011, <i>Sudalenko</i>			X
	2120/2011, <i>Kovalev</i> A/68/40			
	CCPR/C/112/D/2153/2012, <i>Kalyakin</i>		X	
	CCPR/C/112/D/2156/2012, <i>Nepomnyaschikh</i>			
	CCPR/C/112/D/2165/2012, <i>Pinchuk</i>		X	
	CCPR/C/113/D/1949/2010, <i>Kozlov et al.</i>		X	
	CCPR/C/113/D/1992/2010, <i>Sudalenko</i>		X	
	CCPR/C/113/D/2013/2010, <i>Grishkovtsov</i>			
Belgium (1)	1472/2006, <i>Sayadi</i> A/64/40		X	X
Benin (1)	CCPR/C/111/D/2055/2011, <i>Zinsou</i>			
Bolivia (Plurinational State of) (1)	176/1984, <i>Peñarrieta</i> A/43/40	X A/52/40		X
Bosnia and Herzegovina (9)	1917-1918-1925/2008, <i>Prutina et al.</i> A/68/40			X
	1955/2010, <i>Al-Gertani</i> A/69/40			X
	CCPR/C/111/D/1956/2010, <i>Duric</i>			

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	
		No response	Follow-up dialogue ongoing
	CCPR/C/112/D/1966/2010, <i>Hero</i>		X
	CCPR/C/112/D/1970/2010, <i>Kožljak</i>		
	1997/2010, <i>Rizvanović et al</i> A/69/40		X
	CCPR/C/111/D/2003/2010, <i>Selimović et al.</i>		
	CCPR/C/113/D/2022/2011, <i>Hamulić et al.</i>		X
	CCPR/C/113/D/2028/2011, <i>Ičić et al.</i>		X
Bulgaria (1)	2073/2011, <i>Naidenova et al.</i> A/68/40		
Burkina Faso (1)	1159/2003, <i>Sankara et al.</i> A/61/40 Follow-up dialogue was closed with a note of satisfactory implementation of the Committee's recommendation. (A/63/40)	X A/63/40	
Cameroon (8)	458/1991, <i>Mukong</i> A/49/40 630/1995, <i>Mazou</i> The State party reported that it had reinstated the author to the judiciary and that it had offered him compensation, which he refused to accept because he considered it to be inadequate. The follow-up dialogue in the case was closed as the Committee deemed that the State party had complied with the Views (A/59/40).	X A/57/40	X A/52/40
	1134/2002, <i>Gorji-Dinka</i> A/60/40	X A/65/40	X
	1186/2003, <i>Titiahongo</i> A/63/40		X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	Follow-up dialogue		
			No response	ongoing	
Canada (15)	1353/2005, <i>Afuson</i> A/62/40	X A/65/40	X	X	
	1397/2005, <i>Engo</i> A/64/40	X A/67/40, A/68/40		X A/68/40	
	1813/2008, <i>Akwanga</i> A/66/40		X	X A/68/40	
	CCPR/C/112/D/1965/2010, <i>Monika</i>				
	27/1978, <i>Pinkney</i> Fourteenth session ^a		X	X	
	167/1984, <i>Lubicon Lake Band</i> A/45/40	X A/59/40, A/61/40, A/62/40		X A/62/40	
	694/1996, <i>Waldman</i> A/55/40	X A/55/40, A/56/40, A/57/40, A/59/40, A/61/40		X	
	829/1998, <i>Judge</i> A/58/40	X A/59/40, A/60/40		X A/60/40	
	1051/2002, <i>Ahani</i> A/59/40	X A/60/40, A/61/40		X ^b A/60/40	
	1465/2006, <i>Kaba</i> A/65/40	X A/66/40		X	
	1467/2006, <i>Dumont</i> A/65/40	X A/66/40, A/67/40, A/68/40			
	Follow-up dialogue was closed with a note of satisfactory implementation of the recommendation (A/69/40).				
	1544/2007, <i>Hamida</i> A/65/40	X A/66/40		X	
	1763/2008, <i>Pillai et al.</i> Follow-up dialogue was closed with a note of satisfactory implementation of the	X A/67/40			

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	Follow-up dialogue	
			No response	ongoing
	recommendation (see A/68/40).			
	1792/2008 <i>Dauphin</i> A/64/40	X A/65/40		X
	1881/2009, <i>Masih</i> A/69/40	Not due		X
	1898/2009, <i>Choudhary</i> A/69/40	Not due		X
	1912/2009, <i>Thuraisamy</i> A/68/40			X
	1959/2010, <i>Warsame</i> A/66/40		X	X
	CCPR/C/113/D/2091/2011, <i>A.H.G.</i>			X
Central African Republic (1)	1587/2007 <i>Mamour</i> A/64/40		X	X
Colombia (16)	45/1979, <i>Suárez de Guerrero</i> Fifteenth session ^a	X A/52/40, A/68/40		X A/68/40
	46/1979, <i>Fals Borda</i> Sixteenth session ^a	X A/52/40		X
	64/1979, <i>Salgar de Montejo</i> Fifteenth session ^a	X A/52/40, A/68/40		X (A/68/40)
	161/1983, <i>Herrera Rubio</i> Thirty-first session ^c	X A/52/40, A/68/40		X A/68/40
	181/1984, <i>Sanjuán Arévalo brothers</i> A/45/40	X A/52/40, A/64/40, A/68/40		X A/68/40
	195/1985, <i>Delgado Páez</i> A/45/40	X A/52/40, A/68/40		X A/68/40
	514/1992, <i>Fei</i> A/50/40	X A/51/40, A/68/40		X A/68/40
	612/1995, <i>Arhuacos</i> A/52/40	X A/68/40		X A/68/40

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	Follow-up dialogue	
			No response	ongoing
	687/1996, <i>Rojas García</i> A/56/40	X A/58/40, A/59/40, A/68/40		X A/68/40
	778/1997, <i>Coronel et al.</i> A/58/40	X A/59/40, A/68/40		X A/68/40
	848/1999, <i>Rodríguez Orejuela,</i> A/57/40	X A/58/40, A/59/40, A/68/40		X A/68/40
	859/1999, <i>Jiménez Vaca</i> A/57/40	X A/58/40, A/59/40, A/61/40, A/68/40		X A/68/40
	1298/2004, <i>Becerra</i> A/61/40	X A/62/40, A/68/40		X A/68/40
	1361/2005, <i>Casadiego</i> A/62/40	X A/63/40, A/68/40		X A/68/40
	1611/2007, <i>Bonilla Lerma</i> A/66/40	X		X A/68/40
	1641/2007, <i>Calderón Bruges</i> A/67/40	X A/68/40		X A/68/40
Côte d'Ivoire (1)	1759/2008, <i>Traoré</i> A/67/40		X	X
Croatia (2)	727/1996, <i>Paraga</i> A/56/40	X A/56/40, A/58/40		X
	1510/2006, <i>Vojnović,</i> A/64/40	X A/65/40, A/66/40		
Czech Republic (27) ^d	516/1992, <i>Simunek et al.</i> A/50/40	X A/51/40, A/57/40, A/58/40, A/61/40, A/62/40		X
	586/1994, <i>Adam</i> A/51/40	X A/51/40, A/53/40, A/54/40, A/57/40, A/61/40, A/62/40		X

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	
		<i>No response</i>	<i>Follow-up dialogue ongoing</i>
	747/1997, <i>Des Fours Walderode</i> A/57/40	X	X
	757/1997, <i>Pezoldova</i> A/58/40	X A/60/40, A/61/40 and A/62/40	X
	765/1997, <i>Fábryová</i> A/57/40	X A/57/40, A/58/40, A/61/40, A/62/40	X
	823/1998, <i>Czernin</i> A/60/40	X A/62/40	X
	857/1999, <i>Blazek et al.</i> A/56/40	X A/62/40	X
	945/2000, <i>Marik</i> A/60/40	X A/62/40	X
	946/2000, <i>Patera</i> A/57/40	X A/62/40	X
	1054/2002, <i>Kriz</i> A/61/40	X A/62/40	X
	1445/2006, <i>Polacek</i> A/62/40		X
	1448/2006, <i>Kohoutek</i> A/63/40	X A/66/40	X
	1463/2006, <i>Gratzinger</i> A/63/40		X
	1479/2006, <i>Persan</i> A/64/40		X
	1484/2006, <i>Lnenicka</i> A/63/40		X
	1485/2006, <i>Vlcek</i> A/63/40		X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	
		No response	Follow-up dialogue ongoing
	1488/2006, <i>Süsser</i> A/63/40	X	X
	1491/2006, <i>Fürst Blücher von Wahlstatt</i> A/65/40	X	X
	1497/2006, <i>Preiss</i> A/63/40	X	X
	1508/2006, <i>Amundson</i> A/64/40	X	X
	1586/2007, <i>Lange</i> A/66/40	X	X
	1533/2006, <i>Ondracka</i> A/63/40	X	X
	1563/2007, <i>Jünglingová</i> A/67/40	X	X
	1581/2007, <i>Drda</i> A/66/40	X	X
	1615/2007, <i>Zavrel</i> A/65/40	X	X
	1742/2007, <i>Gschwind</i> A/65/40	X	X
	1847/2008, <i>Klain and Klain</i> A/67/40	X	X
Democratic Republic of the Congo (15) ^c	16/1977, <i>Mbenge</i> Eighteenth session ^c	X	X
	90/1981, <i>Luyeye</i> Nineteenth session ^c	X A/61/40	X
	124/1982, <i>Muteba</i> Twenty-second session ^c	X A/61/40	X
	138/1983, <i>Mpandanjila et al.</i> Twenty-seventh session ^c	X A/61/40	X
	157/1983, <i>Mpaka Nsusu</i>	X	X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	Follow-up dialogue	
			No response	ongoing
	Twenty-seventh session ^c		A/61/40	
	194/1985, <i>Miango</i>		X	X
	Thirty-first session ^c		A/61/40	
	241/1987, <i>Birindwa</i>		X	X
	A/45/40		A/61/40	
	242/1987, <i>Tshisekedi</i>		X	X
	A/45/40		A/61/40	
	366/1989, <i>Kanana</i>		X	X
	A/49/40		A/61/40	
	542/1993, <i>Tshishimbi</i>		X	X
	A/51/40		A/61/40	
	641/1995, <i>Gedumbe</i>		X	X
	A/57/40		A/61/40	A/68/40
	933/2000, <i>Mundyo Busyo et al.</i> (68 judges)		X	X
	A/58/40		A/61/40	
	962/2001, <i>Mulezi</i>		X	X
	A/59/40		A/61/40	
	1177/2003, <i>Wenga and Shandwe</i>		X	X
	A/61/40			
	1890/2009, <i>Kitenge</i>			X
	A/69/40			
Denmark (4)	1554/2007, <i>El-Hichou</i>	X		X
	A/65/40	A/66/40		
	2007/2010, <i>J.J.M.</i>			X
	A/69/40			
	CCPR/C/112/D/2243/2013, <i>Husseini</i>			
	CCPR/C/113/D/2001/2010, <i>Q</i>			X
Dominican Republic (2)	193/1985, <i>Giry</i>	X		X
	A/45/40	A/52/40, A/59/40		
	449/1991, <i>Mojica</i>	X		X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	Follow-up dialogue	
			No response	ongoing
	A/49/40	A/52/40, A/59/40		
Ecuador (2)	277/1988, <i>Terán Jijón</i> A/47/40	X A/59/40		X
	319/1988, <i>Cañón García</i> A/47/40			X
Equatorial Guinea (3)	414/1990, <i>Primo Essono</i> A/49/40	A/62/40 ^f	X	X
	468/1991, <i>Oló Bahamonde</i> A/49/40	A/62/40 ^f	X	X
	1152 and 1190/2003, <i>Ndong et al.</i> and <i>Mic Abogo</i> A/61/40	A/62/40 ^f	X	X
Finland (1)	779/1997, <i>Äärelä et al.</i> A/57/40	X A/57/40, A/59/40		X
France (6)	1620/2007, <i>J.O.</i> A/66/40	X A/67/40		X
	1760/2008, <i>Cochet</i> A/66/40		X	X A/68/40
	1852/2008, <i>Singh</i> A/68/40			X
	1876/2009, <i>Singh</i> A/66/40	X A/68/40		X A/68/40
	1928/2010, <i>Singh</i> A/69/40			X
	1960/2010, <i>Ory</i> A/69/40			X
Georgia (3)	626/1995, <i>Gelbekhiani</i> A/53/40	X A/54/40		X
	627/1995, <i>Dokvadze</i> A/53/40	X A/54/40		X
	975/2001, <i>Ratiani</i>	X		X

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	
		<i>No response</i>	<i>Follow-up dialogue ongoing</i>
	A/60/40	A/61/40	
Germany (1)	1482/2006, <i>Gerlach</i> A/63/40	X A/64/40	X
Ghana (1)	2177/2012, <i>Johnson</i> A/69/40		X
Greece (4)	1070/2002, <i>Kouldis</i> A/61/40	X A/61/40	X
	1486/2006, <i>Kalamiotis</i> A/63/40	X A/64/40 A/68/40	X
	1558/2007, <i>Katsaris</i> A/68/40	X	X
	1799/2008, <i>Georgopoulos et al.</i> A/65/40	X A/66/40, A/67/40, A/68/40	X A/68/40
Guyana (9)	676/1996, <i>Yasseen and Thomas</i> A/53/40	A/60/40 ^f A/62/40	X A/60/40
	728/1996, <i>Sahadeo</i> A/57/40	A/60/40 ^f A/62/40	X A/60/40
	811/1998, <i>Mulai</i> , A/59/40	A/60/40 ^f A/62/40	X A/60/40
	812/1998, <i>Persaud</i> A/61/40	A/60/40 ^f A/62/40	X X
	862/1999, <i>Hussain and Hussain</i> A/61/40	A/60/40 ^f A/62/40	X X
	838/1998, <i>Hendriks</i> A/58/40	A/60/40 ^f A/62/40	X A/60/40
	867/1999, <i>Smartt</i> A/59/40	A/60/40 ^f A/62/40	X A/60/40
912/2000, <i>Ganga</i> A/60/40	A/60/40 ^f A/62/40	X A/60/40	

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	Follow-up dialogue	
			No response	ongoing
Hungary (3)	913/2000, <i>Chan</i> A/61/40	A/60/40 ^f A/62/40	X	X
	410/1990, <i>Párkányi</i> A/47/40	X		X
	521/1992, <i>Kulomin</i> A/51/40	X A/52/40		X
Iceland (1)	852/1999, <i>Borisenko</i> A/58/40	X A/58/40, A/59/40		X
	1306/2004, <i>Haraldsson and Sveinsson</i> , A/62/40 Follow-up dialogue closed, with a partly satisfactory implementation of the recommendation (see A/67/40, chap. VI).	X A/63/40, A/64/40, A/67/40		
Italy (1)	699/1996, <i>Maleki</i> A/54/40	X A/55/40		X
Jamaica (98)	92 cases ^g			X
	695/1996, <i>Simpson</i> A/57/40	X A/57/40, A/58/40, A/59/40, A/63/40, A/64/40		X
Kazakhstan (5)	792/1998, <i>Higginson</i> A/57/40		X	X
	793/1998, <i>Pryce</i> A/59/40		X	X
	796/1998, <i>Reece</i> A/58/40		X	X
	797/1998, <i>Lobban</i> A/59/40		X	X
	798/1998, <i>Howell</i> A/59/40	X A/61/40		X
	CCPR/C/111/D/2009/2010, <i>Ilyasov</i>		X	X

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	<i>Follow-up dialogue</i>		
			<i>No response</i>	<i>ongoing</i>	
Kyrgyzstan (15)	2024/2011, <i>Israil</i> A/67/40				
	2104/2011, <i>Valetov</i> A/69/40			X	
	CCPR/C/112/D/2131/2012, <i>Leven</i> CCPR/C/112/D/2137/2012, <i>Toregozhina</i>				
	1275/2004, <i>Umetaliev and Tashtanbekova</i> A/64/40	X A/65/40		X	
	1312/2004, <i>Latifulin</i> A/65/40	X A/66/40		X	
	1338/2005, <i>Kaldarov</i> A/65/40	X A/66/40		X A/68/40	
	1369/2005, <i>Kulov</i> A/65/40	X A/66/40		X A/68/40	
	1402/2005, <i>Krasnov</i> A/66/40	X A/66/40, A/67/40		X	
	1461, 1462, 1476 and 1477/2006, <i>Maksudov, Rakhimov, Tashbaev, Pirmatov</i> A/63/40	X A/65/40		X	
	1470/2006, <i>Toktakunov</i> A/66/40	X A/67/40			
	Follow-up dialogue closed with satisfactory implementation of the recommendation (see A/67/40, chap. VI)				
	1503/2006, <i>Akhadov</i> A/66/40	X A/67/40		X	
	1545/2007, <i>Gunan</i> A/66/40	X A/67/40		X	
	1547/2007, <i>Torobekov</i> A/67/40	X		X A/68/40	
	1756/2008, <i>Moidunov and Zhumbaeva</i>	X		X	

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	<i>No response</i>	<i>Follow-up dialogue ongoing</i>
	A/66/40	A/67/40, A/68/40		A/68/40
	CCPR/C/113/D/2054/2011, <i>Ernazarov</i>			X
Latvia (2)	884/1999, <i>Ignatane</i> A/56/40	X A/57/40		
	1621/2007, <i>Raihman</i> A/66/40		X	X A/68/40
Libya (20)	440/1990, <i>El-Megreisi</i> A/49/40		X	X
	1107/2002, <i>El Ghar</i> A/60/40	X A/61/40, A/62/40		X A/68/40
	1143/2002, <i>Dernawi</i> A/62/40		X	X
	1295/2004, <i>El Awani</i> A/62/40		X	X
	1422/2005, <i>El Hassy</i> A/63/40		X	X
	1640/2007, <i>El Abani</i> A/65/40		X	X
	1751/2008, <i>Aboussedra et al.</i> A/66/40		X	X
	1755/2008, <i>El Hagog Jumaa</i> A/67/40			
	1776/2008, <i>Ali Bashasha and Hussein Bashasha</i>		X	X
	1782/2008, <i>Aboufaied</i> A/67/40 A/66/40			X
	1804/2008, <i>Il Khwildy</i> A/68/40			X
	1805/2008, <i>Benali</i> A/68/40			X

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	<i>No response</i>	<i>Follow-up dialogue ongoing</i>
	1832/2008, <i>Al Khazmi</i> A/69/40			
	CCPR/C/111/D/1860/2009, <i>Al Rabassi</i>			
	1880/2009, <i>Nenova et al.</i> A/67/40			
	CCPR/C/111/D/1882/2009, <i>Al Daquel</i>			
	1913/2009, <i>Abushala</i> A/68/40			X
	CCPR/C/111/D/1958/2010, <i>El Hojouj et al.</i>			X
	CCPR/C/112/D/2046/2011, <i>Hmeed</i>			
	2006/2010, <i>Almegaryaf and Matar</i> A/69/40			X
Lithuania (1)	2155/2012, <i>Paksas</i> A/69/40			
Madagascar (4)	49/1979, <i>Marais</i> Eighteenth session ^c		X ^h	X
	115/1982, <i>Wight</i> Twenty-fourth session ^c		X ^h	X
	132/1982, <i>Jaona</i> Twenty-fourth session ^c		X	X
	155/1983, <i>Hammel</i> A/42/40 ^c		X	X
Mauritius (1)	1744/2007, <i>Narrain et al.</i> A/68/40	X A/68/40		X A/68/40
Nepal (10)	1469/2006, <i>Sharma</i> A/64/40	X A/64/40, A/66/40, A/67/40, A/68/40		X A/68/40
	1761/2008, <i>Giri et al.</i> A/66/40	X A/67/40		X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	Follow-up dialogue	
			No response	ongoing
	1863/2009, <i>Maharjan</i> A/68/40			X
	1865/2009, <i>Sedhai</i> A/69/40			X
	1870/2009, <i>Sobhraj</i> A/65/40	X A/66/40, A/67/40, A/68/40		X A/68/40
	CCPR/C/112/D/2018/2010, <i>Chaulagain</i>			
	CCPR/C/112/D/2031/2011, <i>Bhandari</i>			
	CCPR/C/112/D/2051/2011, <i>Basnet</i>			
	CCPR/C/112/D/2111/2011, <i>Tripathi et al.</i>			
	CCPR/C/113/D/2000/2010, <i>Katwal</i>			X
Netherlands (6)	786/1997, <i>Vos</i> A/54/40	X A/55/40		X
	976/2001, <i>Derksen</i> A/59/40	X A/60/40		X
	1238/2003, <i>Jongenburger Veerman</i> A/61/40		X	X
	1564/2007, <i>X.H.L.</i> A/66/40	X A/68/40		X A/68/40
	1797/2008, <i>Mennen</i> A/65/40		X	X
	CCPR/C/111/D/2097/2011, <i>Timmer</i>			
New Zealand (2)	1368/2005, <i>Britton</i> A/62/40	X A/63/40		X
	1512/2006, <i>Dean</i> A/64/40	X A/65/40	X	X
Nicaragua (1)	328/1988, <i>Zelaya Blanco</i> A/49/40	X A/56/40, A/57/40, A/59/40		X
Norway (2)	1155/2003, <i>Leirvag</i>	X		X

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	<i>No response</i>	<i>Follow-up dialogue ongoing</i>
	A/60/40	A/61/40		
	1542/2007, <i>Aboushanif</i>	X		
	A/63/40	A/65/40		
	Follow-up dialogue was closed with a note of satisfactory implementation of the recommendation (A/69/40).			
Panama (2)	289/1988, <i>Wolf</i>	X		X
	A/47/40	A/53/40		
	473/1991, <i>Barroso</i>	X		X
	A/50/40	A/53/40		
Paraguay (3)	1407/2005, <i>Asensi</i>	X		X
	A/64/40	A/65/40, A/66/40		A/68/40
	1828/2008, <i>Domínguez</i>	X		X
	A/67/40	A/68/40		A/68/40
	1829/2008, <i>Benítez Gamarra</i>	X		X
	A/67/40	A/68/40		A/68/40
Peru (15)	202/1986, <i>Ato del Avellanal</i>	X		X
	A/44/40	A/52/40, A/59/40, A/62/40 and A/63/40		A/68/40
	203/1986, <i>Muñoz Hermosa</i>	X		
	A/44/40	A/52/40, A/59/40, A/68/40		A/68/40
	Follow-up dialogue was closed with a note of unsatisfactory implementation of the recommendation (A/69/40).			
	263/1987, <i>González del Río</i>	X		X
	A/48/40	A/52/40, A/59/40		
	309/1988, <i>Orihuela Valenzuela</i>	X		X
	A/48/40	A/52/40, A/59/40		
	540/1993, <i>Celis Laureano</i>	X		X
	A/51/40	A/59/40, A/68/40		A/68/40
	577/1994, <i>Polay Campos</i>	X		X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	
		No response	Follow-up dialogue ongoing
	A/53/40	A/53/40, A/59/40	
	678/1996, <i>Gutiérrez Vivanco</i> A/57/40	X A/58/40, A/59/40, A/64/40, A/68/40	X A/68/40
	688/1996, <i>Arredondo</i> A/68/40	X A/68/40	X A/68/40
	906/1999, <i>Vargas-Machuca</i> A/57/40		X A/58/40, A/59/40
	981/2001, <i>Gómez Casafranca</i> A/58/40	X A/59/40, A/68/40	X A/68/40
	1058/2002, <i>Vargas</i> A/61/40	X A/61/40 and A/62/40	X
	1125/2002, <i>Quispe</i> A/61/40	X A/61/40, A/68/40	X A/68/40
	1126/2002, <i>Carranza</i> A/61/40	X A/61/40, A/62/40, A/68/40	X A/68/40
	1153/2003, <i>K.N.L.H.</i> A/61/40	X A/61/40, A/62/40 and A/63/40	X
	1457/2006, <i>Poma Poma</i> A/64/40	X A/65/40	X A/68/40
Philippines (11)	788/1997, <i>Cagas</i> A/57/40	X A/59/40, A/60/40, A/61/40	X
	868/1999, <i>Wilson</i> A/59/40	X A/60/40, A/61/40, A/62/40	X
	869/1999, <i>Piandiong et al.</i> A/56/40	X N/A	X
	1089/2002, <i>Rouse</i>		X

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	<i>Follow-up dialogue</i>	
			<i>No response</i>	<i>ongoing</i>
	A/60/40			A/68/40
	1320/2004, <i>Pimentel et al.</i> A/62/40	X A/63/40, A/64/40, A/66/40, A/67/40		
	The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of a unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI).			
	1421/2005, <i>Larrañaga</i> A/61/40	X		X A/68/40
	1466/2006, <i>Lumanog and Santos</i> A/63/40	X A/65/40, A/66/40		X
	1559/2007, <i>Hernandez</i> A/65/40		X	X
	1560/2007, <i>Marcellana and Gumanoy</i> A/64/40		X	X
	1619/2007, <i>Pestaño</i> A/65/40	X A/66/40		X
	1815/2008, <i>Adonis</i> A/67/40		X	X
Portugal (1)	1123/2002, <i>Correia de Matos</i> A/61/40	X A/62/40, A/67/40		X A/68/40
Republic of Korea (12)	518/1992, <i>Sohn</i> A/50/40	X A/60/40, A/62/40		X
	574/1994, <i>Kim</i> A/54/40	X A/60/40, A/62/40, A/64/40		X
	628/1995, <i>Park</i> A/54/40	X A/54/40, A/64/40		X
	878/1999, <i>Kang</i> A/58/40	X A/59/40, A/64/40		X
	926/2000, <i>Shin</i> A/59/40	X A/60/40, A/62/40,		X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	
		No response	Follow-up dialogue ongoing
		A/64/40	
	1119/2002, <i>Lee</i> A/60/40	X A/61/40, A/64/40	X
	1321 and 1322/2004, <i>Yoon, Yeo-Bzum and Choi, Myung-Jin</i> A/62/40	X A/62/40 and A/63/40 A/64/40	X
	1593 to 1603/2007, <i>Jung et al.</i> A/65/40	X A/66/40	X
	1642-1741/2007, <i>Jeong et al.</i> A/66/40	X A/67/40	X A/68/40
	1786/2008, <i>Kim et al.</i> A/68/40		X
	1908/2009, <i>Ostavari</i> A/69/40		X
	CCPR/C/112/D/2179/2012, <i>Young-kwan Kim et al.</i>		
Romania (1)	1158/2003, <i>Blaga</i> A/60/40		X
	712/1996, <i>Smirnova</i> A/59/40	X A/60/40	X
	763/1997, <i>Lantsov</i> A/57/40	A/58/40, A/60/40	X
	770/1997, <i>Gridin</i> A/55/40	A/57/40, A/60/40	X
	888/1999, <i>Telitsin</i> A/59/40	X A/60/40	X
	815/1997, <i>Dugin</i> A/59/40	X A/60/40	X
	889/1999, <i>Zheikov</i> A/61/40	X A/62/40	X A/68/40

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	
		<i>No response</i>	<i>Follow-up dialogue ongoing</i>
	1218/2003, <i>Platanov</i> A/61/40	X	X
	1232/2003, <i>Pustovalov</i> A/65/40	X	X
	1278/2004, <i>Reshnetnikov</i> A/64/40		X
	1304/2004, <i>Khoroshenko</i> A/66/40		X A/68/40
	1310/2004, <i>Babkin</i> A/63/40	X	X
	1410/2005, <i>Yevdokimov and Rezanov</i> A/66/40		X
	1447/2006, <i>Amirov</i> A/64/40	X	X
	1548/2007, <i>Kholodov</i> A/68/40		X
	1577/2007, <i>Usaev</i> A/65/40	X	X
	1605/2007, <i>Zyuskin</i> A/66/40		X A/68/40
	1628/2007, <i>Pavlyuchenkov</i> A/68/40		X
	1795/2008, <i>Zhirnov</i> A/69/40		X (24/02)
	1856/2008, <i>Sevostyanov</i> A/69/40		X (24/02)
	1866/2009, <i>Chebotareva</i> A/67/40		X
	1873/2009, <i>Alekseev</i> A/69/40		X (24/02)
	1932/2010, <i>Fedotova</i>		X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	Follow-up dialogue	
			No response	ongoing
	A/68/40			
	2041/2011, <i>Dorofeev</i>			
	2126/2011, <i>Kesmatulla</i>			
Saint Vincent and the Grenadines (1)	806/1998, <i>Thompson</i> A/56/40		X A/61/40	X
Serbia (1)	1556/2007, <i>Novaković</i> A/66/40	X A/66/40, A/67/40, A/68/40		X A/68/40
Sierra Leone (3)	839/1998, <i>Mansaraj et al.</i> A/56/40	X A/57/40, A/59/40		X
	840/1998, <i>Gborie et al.</i> A/56/40	X A/57/40, A/59/40		X
	841/1998, <i>Sesay et al.</i> A/56/40	X A/57/40, A/59/40		X
South Africa (1)	1818/2008, <i>McCallum</i> A/66/40		X	X
Spain (25)	493/1992, <i>Griffin</i> A/50/40	X A/59/40, A/58/40		X
	526/1993, <i>Hill</i> A/52/40	X A/53/40, A/56/40, A/58/40, A/59/40, A/60/40, A/61/40, A/64/40		X A/68/40
	701/1996, <i>Gómez Vásquez</i> A/55/40	X A/56/40, A/57/40, A/58/40, A/60/40, A/61/40		X
	864/1999, <i>Ruiz Agudo</i> A/58/40		X A/61/40	X
	986/2001, <i>Semey</i> A/58/40	X A/59/40, A/60/40, A/61/40		X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	Follow-up dialogue	
			No response	ongoing
1006/2001, <i>Muñoz</i> A/59/40			X A/61/40	X
1007/2001, <i>Sineiro Fernando</i> A/58/40		X A/59/40, A/60/40, A/61/40		X
1073/2002, <i>Terón Jesús</i> A/60/40			X A/61/40	X
1095/2002, <i>Gomariz</i> A/60/40			X A/61/40	X
1101/2002, <i>Alba Cabriada</i> A/60/40			X A/61/40	X A/68/40
1104/2002, <i>Martínez Fernández</i> A/60/40			X A/61/40	XA/68/40
1122/2002, <i>Lagunas Castedo</i> A/64/40			X	X
1211/2003, <i>Oliveró</i> A/61/40			X	X
1325/2004, <i>Conde</i> A/62/40			X	X
1332/2004, <i>Garcia et al.</i> A/62/40			X	X
1351 and 1352/2005, <i>Hens and Corujo</i> A/63/40			X	X
1363/2005, <i>Gayoso Martínez</i> A/65/40		X A/66/40, A/68/40		X A/68/40
1364/2005, <i>Carpintero</i> A/64/40		X A/68/40		X A/68/40
1381/2005, <i>Hachuel</i> A/62/40			X	X
1473/2006, <i>Morales Tornel,</i> A/64/40		X A/66/40, A/68/40		A/68/40

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	No response	Follow-up dialogue ongoing
	Follow-up dialogue was closed with a note of unsatisfactory implementation of the recommendation (A/69/40).			
	1493/2006, <i>Williams Lecraft</i> A/64/40	X A/65/40, A/66/40		
	Case was closed during the ninety-ninth session, in the light of the measures taken by the State party (A/66/40).			
	1531/2006 <i>Cunillera Arias</i> A/66/40			X
	1945/2010, <i>Achabal</i> A/68/40			X
	CCPR/C/111/D/2008/2010 <i>Aarrass</i>			
Sri Lanka (15)	916/2000, <i>Jayawardena</i> A/57/40	X A/58/40, A/59/40, A/60/40, A/61/40		X
	950/2000, <i>Sarma</i> A/58/40	X A/59/40, A/60/40, A/63/40		X
	909/2000, <i>Kankanamge</i> A/59/40	X A/60/40		X
	1033/2001, <i>Nallaratnam</i> A/59/40	X A/60/40, A/64/40		X
	1189/2003, <i>Fernando</i> A/60/40	X A/61/40		X
	1249/2004, <i>Immaculate Joseph et al.</i> A/61/40	X A/61/40		X
	1250/2004, <i>Rajapakse</i> A/61/40		X	X
	1373/2005, <i>Dissanakye</i> A/63/40		X	X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	
		No response	Follow-up dialogue ongoing
	1376/2005, <i>Bandaranayake</i> A/63/40	X	X A/68/40
	1406/2005, <i>Weerawanza</i> , A/64/40	X	X A/68/40
	1426/2005, <i>Dingiri Banda</i> A/63/40	X	X
	1432/2005, <i>Gunaratna</i> A/64/40	X	X
	1436/2005, <i>Sathasivam</i> A/63/40	X A/65/40	X
	1862/2009, <i>Pathmini Peiris et al.</i> A/67/40		X
	CCPR/C/113/D/2087/2011, <i>Guneththige</i>		
Suriname (8)	146/1983, <i>Baboeram</i> Twenty-fourth session ^c	X A/51/40, A/52/40, A/53/40, A/55/40, A/61/40	X
	148 to 154/1983, <i>Kamperveen</i> , <i>Riedewald, Leckie, Demrawsingh</i> , <i>Sohansingh, Rahman, Hoost</i> Twenty-fourth session ^c	X A/51/40, A/52/40, A/53/40, A/55/40, A/61/40	X
Sweden (3)	1416/2005, <i>Alzery</i> A/62/40	X A/62/40	X
	1833/2008, <i>X.</i> A/67/40	X A/68/40	A/68/40
	Follow-up dialogue was closed with a note of satisfactory implementation of the recommendation (A/69/40).		
	2149/2012, <i>Islam</i> A/69/40		X
Tajikistan (22)	964/2001, <i>Saidov</i> A/59/40	X A/60/40, A/62/40,	

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	No response	Follow-up dialogue ongoing
	The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI).	A/67/40		
	973/2001, <i>Khalilova</i> A/60/40	X A/60/40, A/62/40, A/67/40		
	The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI).			
	985/2001, <i>Aliboev</i> A/61/40	A/62/40, A/67/40		
	The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI).			
	1042/2002, <i>Boimurudov</i> A/61/40	X A/62/40, A/63/40, A/67/40		
	The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI)			
	1044/2002, <i>Nazriev</i> A/61/40	X A/62/40, A/63/40		X
	1096/2002, <i>Kurbonov</i> A/59/40	A/59/40, A/60/40, A/62/40, A/67/40		
	The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI)			
	1108 and 1121/2002, <i>Karimov, Askarov</i> and <i>Davlatov</i> A/62/40	X A/63/40, A/67/40		
	The Committee decided to close the follow-up dialogue concerning the case of Mr. A.			

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	<i>No response</i>	<i>Follow-up dialogue ongoing</i>
	Davlatov and to suspend the dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation, concerning Mr. Karimov, Mr. Askarov and Mr. N. Davlatov (see A/67/40, chap. VI)			
	1117/2002, <i>Khomidova</i> A/59/40	X A/60/40, A/67/40		
	The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI)			
	1195/2003, <i>Dunaev</i> A/64/40		X	X
	1200/2003, <i>Sattorova</i> A/64/40	X A/65/40, A/67/40		
	The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI)			
	1208/2003, <i>B. Kurbanov</i> A/61/40	X A/62/40, A/67/40		
	The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI)			
	1209/2003, 1231/2003 and 1241/2004, <i>Rakhmatov, Safarov and Salimov</i> and <i>Mukhammadiev</i> A/63/40	X A/67/40		
	The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI)			
	1263/2004 and 1264/2004,	X		

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	No response	Follow-up dialogue ongoing
	<p><i>Khuseynov and Butaev</i> A/64/40</p> <p>The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI)</p>	A/65/40, A/67/40		
	<p>1276/2004, <i>Idiev</i> A/64/40</p> <p>The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI)</p>	X A/65/40, A/67/40		
	<p>1348/2005, <i>Ashurov</i> A/62/40</p> <p>The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI)</p>	X A/67/40		
	<p>1401/2005, <i>Kirpo</i> A/65/40</p> <p>The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI)</p>	X A/66/40, A/67/40		
	<p>1499/2006, <i>Iskandarov</i> A/66/40</p>			
	<p>1519/2006, <i>Khostikoev</i> A/65/40</p> <p>The Committee decided to suspend the follow-up dialogue, with a finding of unsatisfactory implementation of its recommendation (see A/67/40, chap. VI)</p>	X A/66/40, A/67/40		
Togo (4)	422 to 424/1990, <i>Aduayom et al.</i>	X		X

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	
		<i>No response</i>	<i>Follow-up dialogue ongoing</i>
Trinidad and Tobago (23)	A/51/40		
	505/1992, <i>Ackla</i> A/51/40	X A/56/40, A/57/40	X
	232/1987, <i>Pinto</i> A/45/40 and 512/1992, <i>Pinto</i> A/51/40	X A/51/40, A/52/40, A/53/40	X
	362/1989, <i>Soogrim</i> A/48/40	X A/51/40, A/52/40 A/53/40, A/58/40	X
	434/1990, <i>Seerattan</i> A/51/40	X A/51/40, A/52/40, A/53/40	X
	523/1992, <i>Neptune</i> A/51/40	X A/51/40, A/52/40 A/53/40, A/58/40	X
	533/1993, <i>Elahie</i> A/52/40		X
	554/1993, <i>La Vende</i> A/53/40		X
	555/1993, <i>Bickaroo</i> A/53/40		X
	569/1996, <i>Mathews</i> A/43/40		X
	580/1994, <i>Ashby</i> A/57/40		X
	594/1992, <i>Phillip</i> A/54/40		X
	672/1995, <i>Smart</i> A/53/40		X
677/1996, <i>Teesdale</i> A/57/40		X	

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	Follow-up dialogue	
			No response	ongoing
	683/1996, <i>Wanza</i> A/57/40		X	X
	684/1996, <i>Sahadath</i> A/57/40		X	X
	721/1996, <i>Boodoo</i> A/57/40		X	X
	752/1997, <i>Henry</i> A/54/40		X	X
	818/1998, <i>Sextus</i> A/56/40		X	X
	845/1998, <i>Kennedy</i> A/57/40		X A/58/40	X
	899/1999, <i>Francis et al.</i> A/57/40		X A/58/40	X
	908/2000, <i>Evans</i> A/58/40		X	X
	928/2000, <i>Sooklal</i> A/57/40		X	X
	938/2000, <i>Siewpersaud et al.</i> A/59/40		X A/51/40, A/53/40	X
Turkey (2)	1853/2008 and 1854/2008, <i>Atasoy and Sarkut</i> A/67/40	X A/68/40		X A/68/40
Turkmenistan (7)	1450/2006, <i>Komarovsky</i> A/63/40		X	X
	1460/2006, <i>Yklymova</i> A/64/40			X
	1530/2006, <i>Bozbey</i> A/66/40			X
	1883/2009, <i>Orazova</i> A/67/40			X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	
		No response	Follow-up dialogue ongoing
	CCPR/C/112/D/2069/2011, <i>Shikhmuradov</i>		
	CCPR/C/113/D/2079/2011, <i>Khadzhiev</i>		X
	CCPR/C/113/D/2218/2012, <i>Abdullayev</i>		X
Ukraine (5)	781/1997, <i>Aliev</i> A/58/40	X A/60/40	X
	1405/2005, <i>Pustovoi</i> A/69/40		X
	1412/2005, <i>Butovenko</i> A/66/40		X A/68/40
	1535/2006, <i>Shchetka</i> A/66/40		X
	1803/2008, <i>Bulgakov</i> A/68/40		X
Uruguay (39)	A. [5/1977, <i>Massera</i> Seventh session 43/1979, <i>Caldas</i> Nineteenth session 63/1979, <i>Antonaccio</i> Fourteenth session 73/1980, <i>Izquierdo</i> Fifteenth session 80/1980, <i>Vasiliskis</i> Eighteenth session 83/1981, <i>Machado</i> Twentieth session 84/1981, <i>Dermi Barbatto</i> Seventeenth session 85/1981, <i>Romero</i> Twenty-first session 88/1981, <i>Bequio</i> Eighteenth session 92/1981, <i>Nieto</i> Nineteenth session 103/1981, <i>Scarone</i>	X 43 follow-up replies received A/59/40 ⁱ	X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	No response	Follow-up dialogue ongoing
	Twentieth session 105/1981, <i>Cabreira</i> Nineteenth session 109/1981, <i>Voituret</i> Twenty-first session 123/1982, <i>Lluberas</i> Twenty-first session]			
	B. [103/1981, <i>Scarone</i> 73/1980, <i>Izquierdo</i> 92/1981, <i>Nieto</i> 85/1981, <i>Romero</i>]			
	C. [63/1979, <i>Antonaccio</i> 80/1980, <i>Vasiliskis</i> 123/1982, <i>Lluberas</i>]			
	D. [4/1977, <i>Ramirez</i> Fourth session 6/1977, <i>Sequeiro</i> Sixth session 25/1978, <i>Massiotti</i> Sixteenth session 28/1978, <i>Weisz</i> Eleventh session 32/1978, <i>Touron</i> Twelfth session 33/1978, <i>Carballal</i> Twelfth session 37/1978, <i>De Boston</i> Twelfth session 44/1979, <i>Pietraroia</i> Twelfth session 52/1979, <i>Lopez Burgos</i> Thirteenth session 56/1979, <i>Celiberti</i> Thirteenth session 66/1980, <i>Schweizer</i> Seventeenth session 70/1980, <i>Simones</i> Fifteenth session 74/1980, <i>Estrella</i> Eighteenth session 110/1981, <i>Viana</i>			

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	No response	Follow-up dialogue ongoing
	Twenty-first session 139/1983, <i>Conteris</i> Twenty-fifth session 147/1983, <i>Gilboa</i> Twenty-sixth session 162/1983, <i>Acosta</i> Thirty-fourth session]			
	E. [30/1978, <i>Bleier</i> Fifteenth session 84/1981, <i>Dermit Barbato</i> Seventeenth session 107/1981, <i>Quinteros</i> Nineteenth session]			
	159/1983, <i>Cariboni</i> A/43/40 ^c		X	X
	322/1988, <i>Rodríguez</i> A/51/40, A/49/40		X A/51/40	X
	1887/2009, <i>Peirano Basso</i> A/66/40			X A/68/40
	1637/2007, 1757/2008, and 1765/2008, <i>Canessa Albareda et al.</i> A/67/40			X A/68/40
Uzbekistan (32)	907/2000, <i>Siragev</i> A/61/40	X A/61/40		X
	911/2000, <i>Nazarov</i> A/59/40	X A/60/40		X
	915/2000, <i>Ruzmetov</i> A/61/40		X	X
	917/2000, <i>Arutyunyan</i> A/59/40	X A/60/40		X
	931/2000, <i>Hudoyberganova</i> A/60/40	X A/60/40		X
	959/2000, <i>Bazarov</i> A/61/40	X A/62/40		X A/62/40

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	Follow-up dialogue	
			No response	ongoing
	971/2001, <i>Arutyuniantz</i> A/60/40	X A/60/40		X
	1017/2001, <i>Strakhov</i> and 1066/2002, <i>Fayzulaev</i> A/62/40		X	X
	1041/2002, <i>Tulayganov</i> A/62/40		X	X
	1043/2002, <i>Chikiunov</i> A/62/40		X	X
	1057/2002, <i>Korvetov</i> A/62/40	X A/62/40		X A/62/40
	1071/2002, <i>Agabekov</i> A/62/40		X	X
	1140/2002, <i>Khudayberganov</i> A/62/40		X	X
	1150/2002, <i>Uteev</i> A/63/40	X A/64/40		X
	1163/2003, <i>Isaev and Karimov</i> A/64/40	X A/65/40		X
	1225/2003, <i>Eshonov</i> A/65/40	X A/66/40		X
	1280/2004, <i>Tolipkhudzhaev</i> A/64/40	X A/66/40		X
	1284/2004, <i>Kodirov</i> A/65/40	X A/66/40		X
	1334/2004, <i>Mavlonov and Sa'di</i> A/64/40		X	X
	1378/2005, <i>Kasimov</i> A/64/40		X	X
	1382/2005, <i>Salikh</i> A/64/40	X A/65/40		X

<i>State party and number of cases with violation</i>	<i>Communication number, author and relevant Committee report</i>	<i>Follow-up response received from State party</i>	<i>Follow-up dialogue</i>	
			<i>No response</i>	<i>ongoing</i>
	1418/2005, <i>Iskiyaev</i> A/64/40	X A/65/40		X
	1449/2006, <i>Umarov</i> A/66/40	X A/66/40		X
	1478/2006, <i>Kungurov</i> A/66/40		X	X
	1552/2007, <i>Lyashkevich</i> A/65/40	X A/66/40		X
	1585/2007, <i>Batyrov</i> A/64/40	X A/66/40		X
	1589/2007, <i>Gapirjanov</i> A/65/40	X A/66/40		X
	1769/2008, <i>Ismailov</i> A/66/40		X	X
	1914-1915-1916/2009, <i>Musaev</i> A/67/40	X A/68/40		X A/68/40
Venezuela (Bolivarian Republic of) (3)	156/1983, <i>Solórzano</i> A/41/40 ^c	X A/59/40		X
	1940/2010, <i>Cedeño</i> A/68/40			X
	CCPR/C/112/D/2085/2011 <i>García Bolívar</i>			X
Zambia (6)	390/1990, <i>Lubuto</i> A/51/40	X A/62/40	X	X
	821/1998, <i>Chongwe</i> A/56/40	X A/56/40, A/57/40, A/59/40, A/61/40, A/64/40, A/66/40		X A/68/40
	856/1999, <i>Chambala</i> A/58/40	X A/62/40	X	X
	1132/2002, <i>Chisanga</i>	X		X

State party and number of cases with violation	Communication number, author and relevant Committee report	Follow-up response received from State party	Follow-up dialogue	
			No response	ongoing
	A/61/40	A/61/40, A/63/40, A/64/40, A/65/40		
	1303/2004, <i>Chiti</i> A/68/40		X	X
	1859/2009, <i>Kamoyo</i> A/67/40		X	X

^a See *Selected Decisions of the Human Rights Committee under the Optional Protocol* (vol. 1) (United Nations publication, Sales No. E.84.XIV.2).

^b The State party went some way to implementing the Views: the Committee has not specifically said implementation is satisfactory.

^c See *Selected Decisions of the Human Rights Committee under the Optional Protocol* (vol. 2) (United Nations publication, Sales No. E.89.XIV.1).

^d For all of these property cases, see also follow-up to concluding observations for the State party's reply in A/59/40.

^e See A/59/40 for details of follow-up consultations.

^f The State party has not replied in writing, but it has met several times with the Special Rapporteur.

^g See A/59/40. Twenty-five detailed replies were received, of which 19 indicated that the State party would not implement the Committee's recommendations; in 2, that it would investigate; in 1, that the author would be released (592/1994, *Clive Johnson*; see A/54/40). There were 36 general replies indicating that death sentences had been commuted. There were no follow-up replies in 31 cases.

^h According to the information provided in A/52/40, the author had been released. No further has been information provided.

ⁱ Follow-up information was provided on 17 October 1991 (unpublished). Regarding the list of cases under A, the State party submitted that, on 1 March 1985, the competence of the civil courts was re-established. The amnesty law of 8 March 1985 benefited all the individuals who had been involved as authors, accomplices or accessory participants in political crimes or crimes committed for political purposes, from 1 January 1962 to 1 March 1985. The law allowed those individuals held responsible for intentional murder to have either their conviction reviewed or their sentence reduced. Pursuant to article 10 of the Act on National Pacification, all the individuals imprisoned under "measures of security" were released. In cases subjected to review, appellate courts either acquitted or condemned the individuals. By virtue of Act 15.783 of 20 November, all the individuals who had previously held a public office were entitled to return to their jobs. On cases under B, the State party indicates that these individuals were pardoned by virtue of Act 15.737 and released on 10 March 1985. Regarding the list of cases under C, these individuals were released on 14 March 1985; their cases were included under Act 15.737. Regarding the list of cases under D, from 1 March 1985, the possibility to file an action for damages was open to all of the victims of human rights violations that occurred during the de facto government. Since 1985, 36 suits for damages have been filed, 22 of them for arbitrary detention and 12 for the return of property. The Government settled Mr. Lopez's case on 21 November 1990 by paying him \$200,000. The suit filed by Lilian Celiberti is still pending. Besides the aforementioned cases, no other victim has filed a lawsuit against the State claiming compensation. Regarding the list of cases under E, on 22 December 1986 the Congress passed Act 15.848, known as "termination of public prosecutions". Under the Act, the State can no longer prosecute crimes committed before 1 March 1985 by the military or the police for political ends or on orders received from their superiors. All pending proceedings were discontinued. On 16 April 1989, the Act was confirmed by referendum. The Act required investigating judges to send reports submitted to the judiciary about victims of disappearances to the Government, for the latter to initiate inquiries.